

Rapport aux actionnaires

1

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le premier trimestre de 2008

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document portant sur les résultats est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007 :

- Bénéfice net de 1 245 millions de dollars, en baisse de 17 %
- Bénéfice dilué par action de 0,95 \$, en baisse de 17 %
- Revenus de 5 647 millions de dollars, en baisse de 1 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 21,4 %, en baisse de 590 points de base
- Ratio du capital de première catégorie de 9,8 %

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007 :

- Bénéfice net de 1 245 millions de dollars, en baisse de 6 %
- Bénéfice dilué par action de 0,95 \$, en baisse de 6 %
- Revenus de 5 647 millions de dollars, en hausse de 1 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 21,4 %, en baisse de 160 points de base

TORONTO, le 29 février 2008 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 245 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, en baisse de 249 millions par rapport au bénéfice record déclaré l'an dernier. Le recul de notre bénéfice au premier trimestre de 2008 est imputable à une réduction de valeur de 187 millions de dollars après impôts liée au secteur Marchés des Capitaux et à des ajustements connexes liés à la rémunération, à un nombre plus élevé de prêts douteux dans nos services bancaires américains comparativement à l'an dernier et à une incidence de 45 millions par rapport à l'exercice précédent découlant de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Par ailleurs, notre bénéfice du premier trimestre de 2007 avait profité de l'incidence favorable d'un ajustement de 40 millions de dollars au titre de la réaffectation de capitaux de placements étrangers, d'un ajustement cumulatif de l'évaluation de 25 millions lié à des périodes antérieures, d'un gain de change de 14 millions au titre de certains dépôts et d'une contrepassation de charges d'impôts.

« La quasi-totalité de nos unités opérationnelles au sein de nos quatre secteurs d'activité ont généré un solide rendement ce trimestre, seulement quelques-unes ayant été touchées par les conditions difficiles du marché. La diversité de nos activités, notre approche proactive dans la gestion des risques et notre discipline rigoureuse en matière d'exploitation continuent de soutenir la vigueur des bénéfices », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction.

« Nous concentrons nos efforts sur le développement à long terme de nos activités. L'an dernier, nous avons rassemblé toutes nos activités de gestion de patrimoine en un secteur distinct afin de mieux les positionner pour une forte croissance au Canada et à l'échelle mondiale. Nos acquisitions prévues de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) au Canada et de Ferris, Baker Watts, Incorporated aux États-Unis concordent parfaitement avec nos objectifs. Nous sommes particulièrement heureux de joindre nos forces à celles de PH&N, car nos clients pourront ainsi profiter des services de deux chefs de file en gestion d'actifs et cette fusion formera un des plus grands gestionnaires d'actifs du secteur privé au Canada, selon la quantité d'actifs sous gestion. En outre, au sein de notre secteur Services bancaires américains et internationaux, nous avons récemment conclu l'acquisition d'Alabama National Bancorporation et nous prévoyons mener à terme l'acquisition prévue de RBTT Financial Group au milieu de 2008 », a affirmé M. Nixon.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	31	Questions et contrôles comptables	20	Situation financière
2	Rapport de gestion	11	Résultats des secteurs d'exploitation	20	Principales données figurant au bilan
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	21	Gestion du risque
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	14	Services bancaires canadiens	28	Gestion du capital
3	Faits saillants financiers	16	Gestion de patrimoine	33	Arrangements hors bilan
4	Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008	17	Services bancaires américains et internationaux	33	Opérations entre apparentés
4	Rendement financier	18	Marchés des Capitaux	34	États financiers consolidés intermédiaires
10	Résultats trimestriels et analyse des tendances	19	Services de soutien généraux	38	Notes complémentaires
		20	Résultats par secteur géographique	55	Renseignements aux actionnaires

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, par rapport aux trimestres terminés le 31 octobre 2007 et le 31 janvier 2007. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2007 aux actionnaires (rapport annuel 2007). Ce rapport de gestion est daté du 28 février 2008. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2007, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com, et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document portant sur les résultats, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2008, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque et dans notre rapport annuel 2007 aux actionnaires; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la volatilité continue du marché américain des prêts à risque ainsi que des marchés connexes, de même que le manque de liquidités dans divers autres marchés des capitaux;

l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions et dotations aux provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs de notre rapport de gestion 2007 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons plus de 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public au Canada, aux États-Unis et dans 36 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2008 par rapport au	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Total des revenus	5 647 \$	5 615 \$	5 698 \$	32 \$	(51) \$
Frais autres que d'intérêt	3 120	3 093	3 067	27	53
Dotation à la provision pour pertes sur créances	293	263	162	30	131
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	516	(21)	100
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 618	1 622	1 953	(4)	(335)
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$	(79) \$	(249) \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	762 \$	899 \$	771 \$	(137) \$	(9) \$
Gestion de patrimoine	181	180	211	1	(30)
Services bancaires américains et internationaux	31	21	67	10	(36)
Marchés des Capitaux	304	186	396	118	(92)
Services de soutien généraux	(33)	38	49	(71)	(82)
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$	(79) \$	(249) \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	0,96 \$	1,02 \$	1,16 \$	(0,06) \$	(0,20) \$
Bénéfice par action – dilué	0,95 \$	1,01 \$	1,14 \$	(0,06) \$	(0,19) \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	21,4 %	23,0 %	27,3 %	(160) p.b.	(590) p.b.
Rendement du capital de risque (2)	35,6 %	35,8 %	41,6 %	(20) p.b.	(600) p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,38 %	1,35 %	1,31 %	3 p.b.	7 p.b.
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie – Bâle II	9,8 %	s.o.	s.o.	n.s.	n.s.
– Bâle I	9,2 %	9,4 %	9,2 %	(20) p.b.	– p.b.
Ratio du capital total – Bâle II	11,2 %	s.o.	s.o.	n.s.	n.s.
– Bâle I	11,0 %	11,5 %	11,2 %	(50) p.b.	(20) p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	632 761 \$	600 346 \$	571 615 \$	32 415 \$	61 146 \$
Valeurs mobilières	184 348	178 255	196 851	6 093	(12 503)
Prêts de détail	174 779	169 462	154 333	5 317	20 446
Prêts de gros	72 430	69 967	65 385	2 463	7 045
Dépôts	394 416	365 205	365 606	29 211	28 810
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	22 750	22 450	21 450	300	1 300
Moyenne du capital de risque (2)	13 650	14 400	14 100	(750)	(450)
Actif ajusté en fonction des risques (4) – Bâle II	241 206	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
– Bâle I	259 978	247 635	242 290	12 343	17 688
Biens sous gestion	165 000	161 500	157 700	3 500	7 300
Biens administrés – RBC (5)	607 200	615 100	621 300	(7 900)	(14 100)
– RBC Dexia IS (6)	2 922 000	2 713 100	2 666 400	208 900	255 600
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 273 862	1 273 005	1 274 354	857	(492)
– moyenne (diluée)	1 286 595	1 287 442	1 293 085	(847)	(6 490)
– à la fin	1 276 635	1 276 260	1 275 950	375	685
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,40 \$	– \$	0,10 \$
Rendement de l'action	4,0 %	3,7 %	3,0 %	30 p.b.	100 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	50,65 \$	56,04 \$	54,60 \$	(5,39) \$	(3,95) \$
Capitalisation boursière (TSX)	64 662	71 522	69 667	(6 860)	(5 005)
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (7)	64 905	64 815	61 967	90	2 938
Nombre de succursales	1 544	1 541	1 467	3	77
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 547	4 419	4 273	128	274
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	1,002 \$	1,001 \$	0,861 \$	– \$	0,14 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,996	1,059	0,850	(0,06)	0,15

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques sont calculés selon les lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), lesquelles sont formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques des périodes précédentes sont calculés selon les lignes directrices publiées par le BSIF formulées conformément au cadre de l'accord de Bâle I. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée à la rubrique Gestion du capital.

(5) Le poste Biens administrés – RBC a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 décembre 2007, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(7) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, nous n'avons pas tenu compte de la rémunération pour les jours fériés versée aux employés à temps partiel pour calculer le nombre d'employés à plein temps (équivalent de travail à plein temps), conformément à notre cadre d'information de gestion. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes reflètent ce changement dans le calcul.

(8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

s.o. sans objet

n.s. non significatif

p.b. points de base

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008

Canada

Le Canada a affiché une croissance économique modérée au cours du trimestre, facteur qui tient au fait que le ralentissement de l'économie aux États-Unis et le raffermissement du dollar canadien ont continué de se répercuter sur la croissance des exportations. Toutefois, les termes de l'échange favorables, le faible taux de chômage et les salaires à la hausse de même que la solidité des activités sur le marché canadien de l'habitation ont continué de soutenir les dépenses de consommation et les investissements effectués par les entreprises. En ce qui concerne les prêts à la consommation, la qualité du crédit et la croissance sont de façon générale demeurées élevées au cours du trimestre. Bien que la croissance des prêts aux entreprises se soit poursuivie, la qualité du crédit des entreprises a diminué légèrement, un retour aux moyennes historiques s'étant produit. Le dollar canadien a connu une forte appréciation par rapport aux principales devises en 2007, mais il subit une faible dépréciation ce trimestre. La Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 25 points de base à deux reprises, soit en décembre 2007 et en janvier 2008, le portant à 4 %, en raison du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis, du faible taux d'inflation, du resserrement des conditions de crédit et de la volatilité des marchés financiers.

Nous prévoyons un ralentissement de la croissance au Canada ainsi que la détérioration continue des exportations nettes au début de l'année. Nous nous attendons toutefois à une plus forte croissance économique au deuxième semestre de 2008, principalement en raison d'une accélération de la croissance économique aux États-Unis, de la volatilité moindre des marchés financiers et de la baisse des taux d'intérêt. Nous prévoyons que la Banque du Canada continuera de réduire les taux d'intérêt et qu'une réduction de 100 points de base aura lieu d'ici la fin de juin 2008. La solidité du dollar canadien par rapport au dollar américain devrait se maintenir au début de l'année, situation qui tient surtout au maintien des craintes de récession aux États-Unis, et elle devrait s'atténuer légèrement au deuxième semestre de 2008, car on s'attend à une reprise de l'économie américaine. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie canadienne de 1,7 % en 2008, en baisse comparativement au taux de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007 et par rapport au taux estimatif de 2,6 % prévu en 2007, car nous nous attendons à une détérioration continue des exportations nettes, situation qui tient à l'affaiblissement de l'économie américaine.

États-Unis

Le ralentissement de la croissance de l'économie américaine s'est poursuivi ce trimestre, situation qui tient en grande partie au ralentissement des investissements sur le marché résidentiel et à la diminution des dépenses de consommation et des dépenses effectuées par les entreprises, facteurs résultant du resserrement des conditions de crédit et de la volatilité des marchés financiers découlant des préoccupations

liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, à la faiblesse continue du marché de l'habitation et aux prix élevés de l'énergie. La qualité du crédit a diminué, particulièrement en ce qui concerne les produits de crédit auxquels un risque élevé est associé et les prêts immobiliers résidentiels. Afin de favoriser la croissance économique et d'atténuer les risques de recul liés à l'économie américaine, la Réserve fédérale américaine a réduit le taux des fonds fédéraux de 25 points de base en décembre 2007 et de 125 points de base en janvier 2008, le portant à 3 %.

Nous prévoyons un maintien du ralentissement de l'économie américaine au début de 2008, en raison du resserrement des conditions de crédit et de la faiblesse continue du marché de l'habitation. Nous nous attendons à une reprise des activités économiques au deuxième semestre de 2008, en raison des baisses de taux d'intérêt et de la mise en œuvre d'un plan de relance économique, lequel prévoit d'importants remboursements d'impôts pour les ménages américains. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine procède à une autre baisse de 100 points de base des taux d'intérêt d'ici la fin d'avril 2008, afin de prévenir un important repli prolongé de l'économie. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie américaine de 1,4 % en 2008, en baisse comparativement au taux estimatif de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007 et par rapport au taux estimatif de 2 % prévu en 2007, en raison principalement de l'important ralentissement de l'économie prévu pour le début de 2008.

Autres économies mondiales

La croissance dans les autres économies mondiales a de façon générale ralenti au cours du trimestre, situation qui tient en partie à l'affaiblissement de la demande aux États-Unis et au ralentissement des investissements locaux, qui reflètent principalement le resserrement des conditions de crédit découlant de l'incertitude qui continue d'avoir cours sur les marchés financiers mondiaux. Les nouvelles économies, notamment la Chine, ont continué d'afficher une solide croissance au cours du trimestre, qui tient principalement aux investissements dans l'infrastructure et à la forte croissance des exportations. La plupart des principaux marchés boursiers sont demeurés volatils en raison du resserrement continu des conditions de crédit et du ralentissement de la croissance économique, situation qui tient aux réductions de valeur et aux pertes auxquelles les prêts hypothécaires à risque et autres produits connexes aux États-Unis continuent de donner lieu.

La croissance de l'économie mondiale devrait ralentir cette année par rapport à 2007, en raison de l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers sur l'augmentation de la demande locale. Nous ne nous attendons toutefois qu'à un léger ralentissement de la croissance des nouvelles économies, en raison de la forte demande intérieure, laquelle est étayée par une solide conjoncture dans ces économies. Nous prévoyons un retour à des niveaux d'activité plus normaux sur les marchés financiers mondiaux au cours de 2008.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 245 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, en baisse de 249 millions ou 17 %, par rapport au résultat trimestriel record enregistré l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,95 \$, en baisse de 17 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 21,4 %, par rapport à 27,3 % l'an dernier. Nos résultats ont été touchés de façon défavorable par une réduction de 430 millions de dollars de la juste valeur des actifs du secteur Marchés des Capitaux, comme il est décrit à la rubrique Incidence des perturbations sur le marché ci-après. Cette réduction a été neutralisée en partie par un ajustement connexe lié à la rémunération de 132 millions de dollars et par une réduction de 111 millions de la charge d'impôts, qui se sont traduits par une incidence de 187 millions sur le bénéfice net. Les résultats à la baisse de l'Assurance mondiale, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la forte croissance des soldes des clients et des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que par la croissance générale des revenus tirés de plusieurs activités sur les marchés financiers, laquelle est attribuable aux taux d'intérêt à la baisse et à la volatilité accrue des marchés.

Comparativement au quatrième trimestre de 2007, le bénéfice net a reculé de 79 millions de dollars ou 6 %, et le bénéfice dilué par action

a diminué de 0,06 \$ ou 6 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 21,4 %, par rapport à 23,0 %. Ce résultat à la baisse est en grande partie imputable au gain au titre de la restructuration de Visa Inc. comptabilisé au trimestre précédent, ainsi qu'à une réduction de la juste valeur accrue dans notre secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des revenus tirés de la plupart de nos activités sur les marchés financiers, par la constatation, au trimestre précédent, d'une charge visant à accroître le passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, ainsi que par la croissance des volumes liés à la plupart de nos activités bancaires.

Incidence des perturbations sur le marché

La détérioration des marchés du crédit survenue en 2007 s'est poursuivie au premier trimestre de 2008, et elle a entraîné la constatation d'une réduction de valeur de 430 millions de dollars (187 millions après impôts et ajustements connexes liés à la rémunération; 172 millions au 31 octobre 2007) à l'égard des placements du secteur Marchés des Capitaux. Cette réduction de valeur se compose d'un montant de 288 millions de dollars au titre de notre exposition au marché américain des prêts à risque, d'un montant de 92 millions lié à notre portefeuille de placement pour nos activités de certificats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain, d'un montant de 22 millions lié à des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis, et d'un montant de 28 millions lié à des titres à enchères aux États-Unis.

Marché américain des prêts à risque

En raison du contexte actuel des marchés, nous avons comptabilisé une réduction de 288 millions de dollars (357 millions au 31 octobre 2007) de la juste valeur des placements du secteur Marchés des Capitaux dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis et des titres garantis par des créances liés à des titres adossés à des actifs (TGC liés à des TAA). Ce montant comprend des réductions de valeur de 201 millions de dollars au titre de swaps sur défaillance conclus avec des assureurs spécialisés. Une tranche de 122 millions de dollars (59 millions au 31 octobre 2007) de ce montant concerne ACA Capital Holdings Inc. (ACA); nous avons réduit le montant lié à ACA à une valeur nominale. Une tranche de 79 millions de dollars concerne une filiale de MBIA Inc. (MBIA), un assureur spécialisé auquel Moody's Investors Service et Standard & Poor's ont respectivement accordé la cote Aaa avec perspective négative (confirmée le 26 février 2008) et la cote AAA avec perspective négative (confirmée le 25 février 2008) relativement à sa capacité financière. La tranche restante de 87 millions de dollars concerne la juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles aux États-Unis et des TGC liés à des TAA.

Les placements du secteur Marchés des Capitaux dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis et des TGC liés à des TAA sont principalement liés à des TGC des fonds Logan et Longport que nous avons structurés et qui sont classés dans les titres détenus à des fins de transaction. Les variations non réalisées de la juste valeur de ces placements sont reflétées dans les revenus autres que d'intérêt. Les placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis au sein de nos autres secteurs d'exploitation sont classés dans les titres disponibles à la vente. Au 31 janvier 2008, nous avons des placements d'une juste valeur de 402 millions de dollars en titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, qui sont classés dans les titres disponibles à la vente et que nous avons l'intention de conserver jusqu'à leur échéance. Les variations non réalisées de la juste valeur de ces placements sont reflétées dans les autres éléments du résultat étendu. Le montant cumulé dans les autres éléments du résultat étendu lié aux réductions de valeur de ces placements se chiffre à 57 millions de dollars.

Comme il est illustré dans le tableau ci-après, au 31 janvier 2008, le secteur Marchés des Capitaux avait des placements dans des TGC du fonds Logan composés de 1 101 millions de dollars US en titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, de 1 053 millions de dollars US en TGC liés à des TAA qui comprennent des prêts à risque aux États-Unis, et de 2 784 millions de dollars US en TGC de sociétés qui ne comprennent pas de prêts à risque aux États-Unis. Ces placements sont couverts par des swaps sur défaillance garantis par des espèces et par des swaps sur défaillance conclus avec MBIA. La juste valeur de toutes les autres positions liées aux prêts à risque aux États-Unis au sein du secteur Marchés des Capitaux au 31 janvier 2008, y compris nos placements dans des TGC du fonds Longport et en attribuant seulement une valeur nominale à notre assurance fournie par ACA, s'établissait à 285 millions de dollars US au titre des TGC liés à des TAA et se traduisait par une position vendeur nette (passif) de 48 millions de dollars US liée aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles aux États-Unis.

Opérations de TGC faisant l'objet d'une couverture par un assureur spécialisé

(en millions de dollars US)	Au 31 janvier 2008		
	TGC du fonds Logan	TGC du fonds Longport	Total
Exposition (valeur nominale)			
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles	1 101 \$	– \$	1 101 \$
TGC liés à des TAA	1 053	446	1 499
TGC de sociétés	2 784	–	2 784
Total	4 938 \$	446 \$	5 384 \$

Protection de crédit fournie par des assureurs spécialisés

Les assureurs spécialisés nous fournissent une protection de 9 126 millions de dollars US contre le risque de crédit à l'égard des actifs de notre portefeuille de négociation. Cette protection provient : i) d'une assurance (swaps sur défaillance) de 4 659 millions de dollars US liée aux opérations de TGC que nous structurons et qui comprennent des prêts à risque aux États-Unis; ii) d'une assurance (swaps sur défaillance) de 1 122 millions de dollars US que nous avons souscrite afin de couvrir le risque de crédit relativement à d'autres titres et dérivés détenus à des fins de transaction; iii) d'une assurance d'obligations de 3 345 millions de dollars relative à des actifs structurés par des tiers, tels que des obligations sur le marché municipal américain, des titres à enchères,

des CPG, des obligations du secteur de l'infrastructure publique et des CPG garantis, dans lesquels l'assurance est intégrée.

Le tableau qui suit présente le capital nominal de la protection de crédit provenant des swaps sur défaillance garantis par des espèces et des swaps sur défaillance conclus avec les assureurs spécialisés MBIA et ACA relativement aux opérations de TGC qui comprennent des prêts à risque aux États-Unis. La juste valeur de notre assurance fournie par MBIA (swaps sur défaillance d'un capital nominal de 4 363 millions de dollars US), calculée par suite de la baisse de la juste valeur des TGC du fonds Logan en tenant compte de la valeur de la protection provenant des swaps sur défaillance garantis par des espèces, s'établit à 902 millions de dollars au 31 janvier 2008. Nous avons comptabilisé des ajustements de l'évaluation de 82 millions de dollars portés en déduction de ce montant, dont une tranche de 79 millions a été constatée au cours du trimestre considéré (3 millions au 31 octobre 2007), ce qui établit la juste valeur actuelle à 820 millions. La juste valeur de notre assurance fournie par ACA (swaps sur défaillance d'un capital nominal de 296 millions de dollars US), calculée par suite de la baisse de la juste valeur de nos placements garantis dans les TGC du fonds Longport, s'établit à 181 millions au 31 janvier 2008. Le montant total, à l'exception d'un capital nominal, a été constaté comme une réduction de valeur, dont une tranche de 122 millions de dollars a été comptabilisée au trimestre considéré (59 millions au 31 octobre 2007).

Protection de crédit pour les actifs liés aux prêts à risque aux États-Unis

(en millions de dollars US)	Au 31 janvier 2008		
	TGC du fonds Logan	TGC du fonds Longport	Total
Swaps sur défaillance garantis par des espèces	575 \$	– \$	575 \$
Swaps sur défaillance conclus avec des assureurs spécialisés	4 363 (1)	296 (2)	4 659
Total de la protection de crédit	4 938 \$	296 \$	5 234 \$

(1) La contrepartie est MBIA.

(2) La contrepartie est ACA.

Au 31 janvier 2008, nous avons souscrit auprès d'assureurs spécialisés une assurance de 1 122 millions de dollars US en cas de défaillance de l'émetteur ou de la contrepartie pour les actifs détenus à des fins de transaction, comprenant des TGC de sociétés, des swaps sur défaillance à l'égard du risque lié à une seule entreprise et des swaps de taux d'intérêt. Au 31 janvier 2008, la juste valeur de ces contrats d'assurance conclus avec des assureurs spécialisés s'établissait à 48 millions de dollars.

Les assureurs spécialisés fournissent une assurance d'obligations relative à des actifs structurés par des tiers, tels que des obligations sur le marché municipal américain, des titres à enchères, des CPG, des obligations du secteur de l'infrastructure publique et des CPG garantis, dans lesquels l'assurance est intégrée. La valeur nominale de ces actifs au 31 janvier 2008 se chiffre à 3 345 millions de dollars US. La quasi-totalité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de transaction, à la juste valeur.

Papier adossé à des actifs aux États-Unis

Les perturbations sur les marchés américains des prêts à risque ont touché les liquidités dans les autres marchés américains du papier adossé à des actifs au cours du trimestre, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires aux États-Unis, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et les titres à enchères de municipalités.

Au cours du trimestre, nous avons constaté des pertes de 92 millions de dollars au titre de la juste valeur de notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, constitué principalement de titres adossés à des créances hypothécaires. Au 31 janvier 2008, la juste valeur des titres détenus dans ce portefeuille s'élevait à 4 361 millions de dollars US, soit 2 323 millions de dollars US liés à des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence (Federal Home Loan Mortgage Corporation ou Federal National Mortgage Association), 933 millions de dollars US liés à des billets et obligations à escompte garantis par une agence, 620 millions de dollars US liés à des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence (cote AAA ou Alt-A), et 485 millions de dollars US pour des obligations fédérales, municipales et de sociétés.

Nous effectuons le montage de prêts hypothécaires commerciaux aux États-Unis et les conservons jusqu'à ce nous ayons l'occasion de les titriser moyennant une commission en émettant des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Au 31 janvier 2008, nous détenions des prêts hypothécaires commerciaux dans notre portefeuille de négociation, dont la juste valeur s'établissait à 765 millions de dollars US, après avoir constaté des pertes de 22 millions de dollars (36 millions au 31 octobre 2007) au cours du trimestre, en raison de l'absence de liquidités sur le marché où sont émis les titres hypothécaires adossés à des créances commerciales.

Nous participons à titre d'agent de revente à un programme totalisant 21,3 milliards de dollars US (montant qui représente environ 5 % du marché total pour ces types de titres) sur le marché des titres à enchères américain; une tranche de 20,2 milliards de dollars US de ce montant est garantie par des prêts aux étudiants, et ce montant est en grande partie assuré par le gouvernement. Au cours du trimestre, nous avons constaté des pertes de 28 millions de dollars relativement à la juste valeur de notre portefeuille de titres à enchères (environ 0,6 %).

Papier commercial canadien adossé à des actifs non commandité par des banques

Au 31 janvier 2008, nous avons des placements directs de 3,8 millions de dollars en papier commercial canadien adossé à des actifs non commandité par des banques, qui sont assujettis à l'Accord de Montréal. Nous ne sommes pas un joueur important dans ce marché, ni en tant que distributeur, ni en tant que fournisseur de liquidités.

Instruments de placement structurés

Au 31 janvier 2008, nous avons des placements directs totalisant 1 million de dollars US, des facilités de liquidité consenties totalisant 140 millions de dollars US et des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 93 millions de dollars US conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nos facilités de liquidité demeuraient inutilisées en date du 31 janvier 2008, et nous estimons qu'aucune de nos positions n'a subi de perte de valeur. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Rendement par rapport aux objectifs établis pour 2008

Nous avons établi nos objectifs annuels pour 2008 à la fin de 2007, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales pour 2008. Comme nous l'avions prévu, les marchés financiers sont demeurés volatils au début de 2008. Au cours du premier trimestre, le Canada et les autres économies mondiales ont affiché une croissance économique modérée, et la croissance économique aux États-Unis a ralenti. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Revue économique et revue des marchés et perspectives pour 2008.

Nous fournissons une comparaison des résultats trimestriels par rapport aux objectifs annuels de manière à illustrer notre rendement par rapport à ces objectifs. Pour le premier trimestre de 2008, cette comparaison tient compte de nos prévisions selon lesquelles le début de 2008 devrait poser des défis, en raison de la volatilité continue des marchés financiers, laquelle tient au fait que les investisseurs et les prêteurs continuent d'agir avec prudence et d'avoir de l'aversion pour le risque en raison du ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis, et de nos prévisions selon lesquelles une amélioration des marchés financiers et de la croissance économique devrait se produire vers la fin de 2008. Nous continuons de nous concentrer sur l'atteinte de nos objectifs pour 2008.

	Objectifs pour 2008	Rendement pour le premier trimestre de 2008
1. Croissance du bénéfice dilué par action	7-10 %	(17)%
2. Levier d'exploitation défini (1)	> 3	(0,2)%
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20%+	21,4 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8%+	9,8 %
5. Ratio de distribution	40-50 %	52 %

- (1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II, lequel modifie la méthode utilisée pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques et le capital réglementaire.

Nous avons enregistré une baisse du bénéfice dilué par action au premier trimestre, en raison principalement des réductions de valeur du secteur Marchés des Capitaux, de la hausse de la dotation aux provisions pour pertes sur créances liées principalement à nos services bancaires, y compris les activités de financement de constructeurs résidentiels, et de l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Notre levier d'exploitation défini a également été touché de façon défavorable par ces réductions de valeur ainsi que par les investissements liés aux initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions que nous avons effectuées récemment. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 21,4 %, résultat qui se compare favorablement à notre objectif annuel énoncé, soit plus de 20 %, et qui reflète le rendement solide de la plupart de nos activités. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle II s'étant chiffré à 9,8 %, soit un résultat de loin supérieur à l'objectif de plus de 8 %. Le ratio de distribution a dépassé notre objectif énoncé de 40 % à

50 %, en raison principalement de la baisse du bénéfice au premier trimestre de 2008.

Principaux événements du premier trimestre de 2008

Événements survenus après la fin du trimestre

Participation liée à Visa Inc. : Comme il est expliqué à la note 30 de notre rapport annuel 2007, nous avons échangé notre participation à titre de membre de l'Association Visa Canada contre des actions de Visa Inc., ce qui a donné lieu à un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) établi en fonction d'une évaluation indépendante de la valeur des actions de Visa Inc. que nous avons reçues. Le 25 février 2008, Visa Inc. a déposé un prospectus provisoire aux fins de son premier appel public à l'épargne auprès de la SEC; il est prévu que le prix d'achat proposé des titres s'établira entre 37 \$US et 42 \$US. Environ la moitié des actions de Visa Inc. que nous détenons actuellement seront assujetties à un rachat obligatoire au moment du premier appel public à l'épargne. Compte tenu de la fourchette du prix d'achat proposé, nous pourrions subir une perte de l'ordre de 30 millions de dollars à 46 millions (perte approximative de 25 millions à 38 millions après impôts) relativement aux actions rachetées. Toute incidence sur la valeur de nos actions restantes sera évaluée en fonction de l'information disponible au moment du premier appel public à l'épargne.

Alabama National Bancorporation (ANB) : Le 22 février 2008, le secteur Services bancaires américains et internationaux a conclu l'acquisition d'ANB, qui donnera lieu à l'ajout de 103 succursales à notre réseau de services de détail et qui renforcera ce réseau en portant à plus de 430 le nombre de nos succursales dans le sud est des États-Unis.

Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) : Le 21 février 2008, le secteur Gestion de patrimoine a annoncé la conclusion d'une entente définitive aux fins de l'acquisition de PH&N. Le regroupement des activités de PH&N et de nos activités donnera lieu à la création de l'un des plus importants gestionnaires d'actifs du secteur privé au Canada, selon la quantité d'actifs sous gestion. L'opération est assujettie aux autorisations réglementaires et aux autres conditions de clôture d'usage, et elle devrait être menée à terme le 30 avril 2008 ou vers cette date.

Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW) : Le 14 février 2008, le secteur Gestion de patrimoine a annoncé qu'il compte acquérir FBW, une société de banque d'investissement et de courtage en valeurs mobilières de plein exercice comptant 330 conseillers financiers et gérant des actifs d'une valeur de 18,5 milliards de dollars US. Cette acquisition nous permettra d'accroître considérablement notre présence dans les régions de l'est, du Midwest et du centre de la zone Atlantique. L'acquisition se fera sous réserve des conditions d'usage, notamment l'approbation par les autorités de réglementation et par les actionnaires, et elle devrait être conclue au milieu de 2008.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 16 % par rapport à l'an dernier, ce qui a donné lieu à une diminution de 45 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, et à une baisse de 0,03 \$ de notre bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change du dollar canadien est demeuré inchangé en moyenne par rapport au trimestre précédent.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

	Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	
Taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien (moyenne)	
31 janvier 2008	1,002
31 janvier 2007	0,861
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	16 %
Réduction du total des revenus	220 \$
Réduction des frais autres que d'intérêt	130
Réduction du bénéfice net	45
Réduction du bénéfice par action de base	0,04 \$
Réduction du bénéfice dilué par action	0,03 \$

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Intérêts créditeurs	6 824 \$	6 814 \$	6 427 \$
Intérêts débiteurs	4 650	4 783	4 577
Revenu net d'intérêt	2 174 \$	2 031 \$	1 850 \$
Services de placement (1)	1 141 \$	1 109 \$	1 047 \$
Activités d'assurance (2)	841	887	820
Activités de négociation	366	134	803
Services bancaires (3)	757	586	649
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	216	301	288
Autres (4)	152	567	241
Revenus autres que d'intérêt	3 473 \$	3 584 \$	3 848 \$
Total des revenus	5 647 \$	5 615 \$	5 698 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	95 \$	26 \$	(151) \$
Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation	366	134	803
Total	461 \$	160 \$	652 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	132 \$	(187) \$	375 \$
Titres de participation	177	237	201
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	152	110	76
Total	461 \$	160 \$	652 \$

(1) Comprend les commissions de courtage en valeurs mobilières, les commissions de gestion de placements et de services de garde, et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, le gain et la perte à la vente de titres et sur les opérations de titrisation.

(5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus tirés des titres liquides et des dérivés sous-jacents.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le total des revenus a diminué de 51 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une réduction de 430 millions de la juste valeur d'actifs, qui résulte des perturbations continues sur le marché. La diminution tient aussi à l'incidence de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des soldes des clients et des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que par la croissance générale des revenus tirés de plusieurs activités sur les marchés financiers découlant des taux d'intérêt à la baisse et de la volatilité accrue des marchés.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 324 millions de dollars ou 18 %, résultat qui tient en grande partie au niveau plus élevé des dividendes et à la baisse des coûts de financement découlant de la réduction des volumes et des taux sur certaines positions liées aux activités de négociation. La forte croissance des prêts liés à l'ensemble de nos activités bancaires a également contribué à l'augmentation.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 94 millions de dollars ou 9 %, en raison principalement de l'accroissement des services de garde et des activités de prêt de titres, ainsi que de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète les ventes nettes élevées ainsi que l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 21 millions de dollars ou 3 %, par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable aux répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. Ce résultat à la hausse tient aussi à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ventes de rentes aux États-Unis.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 437 millions de dollars ou 54 %, comparativement à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 461 millions de dollars, en baisse de 191 millions ou 29 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à une réduction de 430 millions de dollars de la juste valeur d'actifs, découlant de pertes liées au marché américain des prêts à risque, à notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, à notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et à notre portefeuille de titres à enchères, lesquelles résultent des perturbations continues sur le marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des revenus tirés des opérations de change, ainsi que par les résultats accrus au chapitre des dérivés sur actions, qui tiennent aux taux d'intérêt à la baisse et à la plus grande volatilité des marchés, ainsi qu'à un gain au titre de la variation de la juste valeur de nos passifs désignés comme étant détenus à des fins de transaction, lequel découle de l'élargissement de nos écarts de taux.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 108 millions de dollars ou 17 %. Cette augmentation reflète principalement l'accroissement des activités de syndication de prêts et la hausse des revenus tirés des opérations de change découlant en grande partie de l'accroissement des volumes de transactions. La croissance des volumes de transactions liés aux prêts sur cartes de crédit a également contribué au résultat à la hausse.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 72 millions de dollars ou 25 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de titres de participation dans la plupart des secteurs géographiques et de la diminution des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'amélioration des activités de financement par actions, principalement aux États-Unis.

Les *autres* revenus ont diminué de 89 millions de dollars ou 37 %. Cette baisse est en grande partie imputable à la constatation, l'an dernier, d'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers et au gain moins élevé découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est compensé en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt). Un écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains et la baisse des distributions sur les placements privés ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés de crédit liés aux activités autres que de négociation ayant servi de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le total des revenus a augmenté de 32 millions de dollars ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des revenus tirés des activités de négociation, à une charge de 121 millions de dollars imputée au passif de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit porté en déduction des revenus au trimestre précédent et à la forte croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine, qui reflètent la croissance des volumes de clients et des soldes des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain au titre de la restructuration de Visa, par la réduction des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de prêts, ainsi que par la diminution des revenus tirés des activités d'assurance.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 143 millions de dollars ou 7 %, résultat qui tient en grande partie au niveau plus élevé des dividendes, à la baisse des coûts de financement et à la croissance des volumes de prêts.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 32 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement des services de garde et des activités de prêt de titres.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 46 millions de dollars ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est en grande partie imputable aux répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant

nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'un gain lié à la vente de titres dans le cadre de nos activités aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités au Canada et de nos activités de réassurance en Europe.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 232 millions de dollars ou 173 %, comparativement au trimestre précédent. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 461 millions de dollars, en hausse de 301 millions ou 188 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat à la hausse reflète l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation, principalement nos activités de négociation de titres à revenu fixe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une réduction plus élevée de la juste valeur d'actifs, découlant de pertes liées au marché américain des prêts à risque, à notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, à notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et à notre portefeuille de titres à enchères.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 171 millions de dollars ou 29 %. Cette augmentation reflète principalement l'ajustement effectué pour accroître le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit porté en réduction des revenus au trimestre précédent. L'amélioration des activités de syndication de prêts et la hausse des revenus tirés des opérations de change ont également contribué à l'augmentation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 85 millions de dollars ou 28 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des activités de fusion et d'acquisition dans tous les secteurs géographiques, ainsi que de la réduction des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis.

Les *autres* revenus ont reculé de 415 millions de dollars ou 73 %, en raison principalement du gain comptabilisé au trimestre précédent au titre de la restructuration de Visa et de la baisse du gain découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis. Un écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains a également contribué au recul.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Salaires	891 \$	898 \$	864 \$
Rémunération variable	766	625	791
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	294	267	294
Rémunération à base d'actions	41	49	58
Ressources humaines	1 992 \$	1 839 \$	2 007 \$
Autres charges	1 128	1 254	1 060
Frais autres que d'intérêt	3 120 \$	3 093 \$	3 067 \$

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 53 millions de dollars ou 2 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'expansion des équipes de vente et de service dans nos succursales bancaires, ainsi que l'augmentation des coûts liés au développement de systèmes et des coûts de traitement. L'augmentation des frais d'occupation et l'accroissement des honoraires ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, et par la diminution de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos services de courtage aux États-Unis.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 27 millions de dollars ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation reflète en grande partie la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur Marchés des Capitaux, découlant du rendement accru des activités et de la hausse du coût des avantages résultant de facteurs saisonniers. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la diminution des frais de marketing et des frais d'occupation reflétant des facteurs saisonniers, ainsi que par la réduction des honoraires.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	2 \$	2 \$
Prêts aux particuliers	110	98	91
Prêts sur cartes de crédit	65	57	49
Prêts aux petites entreprises (1)	9	9	8
Prêts de détail	187	166	150
Prêts aux entreprises (2)	94	84	12
Prêts aux États souverains (3)	–	–	–
Prêts aux banques (4)	–	–	–
Prêts de gros	94	84	12
Dotation aux provisions spécifiques	281 \$	250 \$	162 \$
Dotation à la provision générale	12	13	–
Dotation à la provision pour pertes sur créances	293 \$	263 \$	162 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,44 %	0,41 %	0,29 %

(1) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement, y compris nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 131 millions de dollars ou 81 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement une hausse de la provision spécifique, laquelle tend à se rapprocher des moyennes historiques.

La provision spécifique s'est accrue de 119 millions de dollars ou 73 %, comparativement à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, y compris nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, particulièrement en Californie, en Géorgie et en Arizona, et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, qui découle du repli du marché de l'habitation aux États-Unis et du ralentissement de la conjoncture dans ce pays. Le résultat à la hausse reflète également l'augmentation du nombre de prêts douteux et la baisse des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La hausse des provisions au titre de notre portefeuille canadien de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux entreprises, qui reflète la croissance des portefeuilles et l'augmentation des taux de pertes, a également contribué au résultat à la hausse. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	472 \$	506 \$	369 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	144	131	147
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616 \$	637 \$	516 \$

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 100 millions de dollars ou 19 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les revenus liés aux activités d'assurance. Elle tient aussi à la hausse des coûts liés aux variations des sinistres au titre des polices d'assurance vie universelle au Canada et aux résultats techniques moins favorables au chapitre de l'invalidité ce trimestre, ainsi qu'à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe. De plus, les résultats de l'an dernier tenaient compte d'un ajustement cumulatif favorable de 38 millions de dollars concernant des périodes précédentes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du

s'est accrue comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La provision générale a augmenté de 12 millions de dollars comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la diminution de la qualité du crédit lié à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, qui tient au repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 30 millions de dollars ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient à une hausse de la provision spécifique, laquelle tend à se rapprocher des moyennes historiques. L'augmentation est en grande partie imputable à l'accroissement du nombre de prêts douteux et à la diminution des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Elle tient aussi à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète en grande partie la croissance des portefeuilles et l'augmentation des taux de pertes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des provisions au titre des prêts aux entreprises.

dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains, ainsi que par la baisse des coûts liée à la diminution des ventes de rentes aux États-Unis.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 21 millions de dollars ou 3 %, comparativement au trimestre précédent. Cette diminution est en grande partie attribuable aux répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les revenus liés aux activités d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance de nos activités au Canada et de nos activités de réassurance vie en Europe.

Impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Bénéfice net avant impôts	1 618 \$	1 622 \$	1 953 \$
Charge d'impôts	343	255	435
Taux d'imposition effectif (1)	21,2 %	15,7 %	22,3 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

La charge d'impôts a diminué de 92 millions de dollars ou 21 %, par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif ce trimestre s'est élevé à 21,2 %, soit un résultat favorable comparativement à 22,3 % à l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif tient principalement à la réduction récente des taux d'imposition des sociétés au Canada et au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse du bénéfice déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

La charge d'impôts a augmenté de 88 millions de dollars ou 35 %, comparativement au trimestre précédent. Le taux d'imposition effectif ce trimestre s'est élevé à 21,2 %, par rapport à 15,7 % au trimestre précédent. La hausse du taux d'imposition effectif tient en grande partie aux réductions de valeur moins élevées comptabilisées ce trimestre par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés. Les résultats du trimestre précédent tenaient aussi compte d'un gain lié à la restructuration de Visa, lequel a été imposé à un taux sur les gains en capital moins élevé. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction récente des taux d'imposition des sociétés au Canada.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché. Plus de détails sont fournis aux pages 51 et 52 de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les neuf derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2008	2007				2006			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêt	2 174 \$	2 031 \$	1 965 \$	1 889 \$	1 850 \$	1 731 \$	1 766 \$	1 617 \$	1 682 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 473	3 584	3 515	3 780	3 848	3 618	3 440	3 505	3 278
Total des revenus	5 647 \$	5 615 \$	5 480 \$	5 669 \$	5 698 \$	5 349 \$	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$
Frais autres que d'intérêt	3 120	3 093	3 165	3 148	3 067	2 955	2 861	2 928	2 751
Dotation à la provision pour pertes sur créances	293	263	178	188	162	159	99	124	47
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	343	677	516	611	627	619	652
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$	1 451 \$	1 510 \$
Impôts sur les bénéfices	343	255	349	353	435	342	381	348	332
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	30	43	50	24	24	19	44	(25)	6
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	(1)	(17)	(10)	(1)
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$
Bénéfice par action – de base	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$
– dilué	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (2)	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$	0,861 \$	0,897 \$	0,896 \$	0,877 \$	0,865 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,996	1,059	0,937	0,901	0,850	0,890	0,884	0,894	0,878

(1) Représente les activités abandonnées de RBC Mortgage Company.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Analyse des tendances

Notre bénéfice net consolidé a dépassé 1 milliard de dollars de façon constante au cours des neuf derniers trimestres. Ces solides résultats reflètent en grande partie la hausse générale des revenus dans tous nos secteurs d'activité. Les réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché ont influé sur nos revenus au premier trimestre de 2008 et au quatrième trimestre de 2007. De plus, les revenus au quatrième trimestre de 2007 tenaient compte d'un gain au titre de la restructuration de Visa et de la hausse du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Nos résultats ont aussi été touchés de façon défavorable par la diminution de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises, laquelle découle de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollars américain pendant presque toute la période, et plus particulièrement au cours des deux derniers trimestres.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des coûts imputable à l'augmentation des volumes d'activités, aux acquisitions et aux dépenses plus élevées engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée à un creux cyclique en 2006, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement favorable et des recouvrements favorables au titre des prêts aux grandes entreprises. Cependant, elle a affiché une tendance à la hausse au cours des six derniers trimestres, en raison surtout de la croissance des portefeuilles ainsi que de l'augmentation des taux de pertes et du nombre de prêts douteux, qui tendent dans les deux cas à se rapprocher des moyennes historiques. Au quatrième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008, nous avons augmenté la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre secteur Services bancaires américains et internationaux, en raison de la hausse du nombre de prêts douteux découlant principalement du repli du marché de l'habitation aux États-Unis. La diminution des provisions au premier trimestre de 2006 était principalement attribuable à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité élevée du crédit lié à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au cours de ce trimestre.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant les obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle. L'incidence des normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance. Également, les charges de 61 millions de dollars (avant et après impôts) liées aux ouragans ont influé sur les résultats du premier trimestre de 2006.

Le taux d'imposition effectif a dans l'ensemble affiché une tendance à la baisse au cours de la période, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et au règlement favorable d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006 ainsi qu'aux deuxième et troisième trimestres de 2007. Les résultats au quatrième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008 reflètent les réductions de valeur liées à notre secteur Marchés des Capitaux. Ces pertes nettes ont été comptabilisées dans les pays où les taux d'imposition sont plus élevés. La baisse du taux d'imposition au titre du gain lié à la restructuration de Visa comptabilisé au quatrième trimestre de 2007, lequel a été imposé à un taux sur les gains en capital moins élevé, a également contribué à la diminution du taux d'imposition effectif.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période. Cela reflète le bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de notre rapport annuel 2007. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 38 à 42 de notre rapport annuel 2007.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

Informations à fournir sur le capital et instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535 du *Manuel*, intitulé *Informations à fournir sur le capital*, en vertu duquel nous devons fournir aux utilisateurs des informations qui leur permettent d'évaluer nos objectifs, nos processus

et nos procédures de gestion du capital, ainsi que le chapitre 3862 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – présentation*, en vertu desquels nous sommes tenus de présenter davantage d'informations sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont nous gérons ces risques. Une analyse de ces normes est fournie à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à aligner plus étroitement notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs, et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent aux fins de la constatation des revenus, sont décrites à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Changements effectués au premier trimestre de 2008

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours du premier trimestre de 2008. Les résultats des secteurs d'exploitation pour les périodes antérieures ont tous été révisés en conséquence. Sauf indication contraire, ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

- Nous avons révisé le calcul des biens administrés du secteur Services bancaires canadiens, de manière qu'il reflète la prise en compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada.
- Nous avons révisé les calculs du nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) de manière à ne pas tenir compte de la rémunération pour les jours fériés qui est versée aux employés à

temps partiel, conformément à notre cadre d'information de gestion. Cela a entraîné une réduction du nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) présenté précédemment.

- Nous avons amélioré les méthodes et paramètres utilisés pour déterminer le capital économique. Cela a donné principalement lieu à une réduction du capital lié au risque de marché attribué à nos secteurs d'exploitation, et à une augmentation du capital lié au risque de crédit attribué au secteur Marchés des Capitaux.
- Pour le quatrième trimestre de 2007, nous avons reclassé i) le montant des nouveaux prêts douteux et le montant brut des prêts douteux, ii) le montant net des prêts douteux et iii) la provision pour pertes sur créances et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui ont été surévaluées de 30 millions de dollars, de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de détail aux États-Unis, et qui ont été sous-évalués de 30 millions, de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts de gros lié au secteur Immobilier et secteurs connexes aux États-Unis. Les montants totaux relatifs aux nouveaux prêts douteux, au montant brut des prêts douteux, au montant net des prêts douteux, à la provision pour pertes sur créances et à la dotation à la provision pour pertes sur créances demeurent inchangés. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur notre bénéfice net consolidé ni sur notre bilan.
- Nous avons reclassé dans le revenu net d'intérêt certains revenus tirés des activités de négociation comptabilisés au quatrième trimestre de 2007 sous le poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter leur nature. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus tirés des activités de négociation.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque à titre de mesures du

rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

	Pour le trimestre terminé le						Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2008						31 octobre 2007	31 janvier 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	754 \$	179 \$	28 \$	299 \$	(39) \$	1 221 \$	1 300 \$	1 478 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 850 \$	950 \$	1 750 \$	4 100 \$	1 000 \$	13 650 \$	14 400 \$	14 100 \$
Ajouter : Capital non attribué	–	–	–	–	3 650	3 650	2 600	1 950
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 150	1 050	1 400	850	–	5 450	5 450	5 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 000 \$	2 000 \$	3 150 \$	4 950 \$	4 650 \$	22 750 \$	22 450 \$	21 450 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,6 %	35,5 %	3,5 %	23,9 %	(3,2) %	21,4 %	23,0 %	27,3 %
Rendement du capital de risque	51,2 %	76,7 %	6,4 %	29,1 %	n.s.	35,6 %	35,8 %	41,6 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont également désignés à titre de capital attribué.
n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Conformément à notre cadre de gestion, nous utilisons et présentons certaines mesures financières hors PCGR analysées ci-après. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Levier d'exploitation défini

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la

majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus en 2007 excluent également les ajustements comptables liés à l'adoption des normes concernant les instruments financiers. Les résultats des activités d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 janvier 2007	Variation
Total des revenus	5 647 \$	5 698 \$	
Ajouter : Ajustement lié au montant imposable équivalent	132	70	
Déduire : Revenus liés aux EDDV	5	11	
Déduire : Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	840	860	
Déduire : Incidence des normes comptables concernant les instruments financiers (1)		33	
Total des revenus (ajusté)	4 934 \$	4 864 \$	1,4 %
Frais autres que d'intérêt	3 120 \$	3 067 \$	
Déduire : Frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	135	128	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	2 985 \$	2 939 \$	1,6 %
Levier d'exploitation défini pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008			(0,2)%

(1) Exclut l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers.

Résultats du secteur Services bancaires canadiens et résultats tirés des services bancaires

Au quatrième trimestre de 2007, le gain lié à la restructuration de Visa et l'ajustement visant à accroître le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit ont eu une incidence sur nos résultats. Par ailleurs, nos résultats ont profité, au premier trimestre de 2007, de l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de capitaux de placements étrangers et d'un

ajustement cumulatif de l'évaluation lié à des périodes antérieures. Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net des Services bancaires canadiens et du bénéfice net et des revenus liés aux services bancaires du secteur Services bancaires canadiens, à l'exclusion de ces éléments. La direction est d'avis que la détermination de ces éléments et l'ajustement pour en tenir compte améliorent la comparabilité de notre rendement financier au premier trimestre de 2008 avec les résultats des périodes antérieures.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le								
	31 janvier 2008			31 octobre 2007			31 janvier 2007		
	Bénéfice net Services bancaires canadiens	Revenus tirés des services bancaires	Bénéfice net lié aux services bancaires	Bénéfice net Services bancaires canadiens	Revenus tirés des services bancaires	Bénéfice net lié aux services bancaires	Bénéfice net Services bancaires canadiens	Revenus tirés des services bancaires	Bénéfice net lié aux services bancaires
Bénéfice net présenté selon les PCGR	762 \$	2 408 \$	673 \$	899 \$	2 566 \$	797 \$	771 \$	2 221 \$	586 \$
Éléments exclus :									
Gain lié à la restructuration de Visa	-	-	-	(269)	(326)	(269)	-	-	-
Ajustement à l'égard du passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit	-	-	-	79	121	79	-	-	-
Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	(40)	-	-
Ajustement cumulatif lié à l'évaluation	-	-	-	-	-	-	(25)	-	-
Montants, à l'exclusion de l'incidence des éléments ci-dessus	762 \$	2 408 \$	673 \$	709 \$	2 361 \$	607 \$	706 \$	2 221 \$	586 \$

Services bancaires canadiens

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt	1 687 \$	1 642 \$	1 547 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 561	1 811	1 534
Total des revenus	3 248 \$	3 453 \$	3 081 \$
Frais autres que d'intérêt	1 331 \$	1 359 \$	1 275 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	214	212	182
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	516
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 087 \$	1 245 \$	1 108 \$
Bénéfice net	762 \$	899 \$	771 \$
Revenus par division			
Particuliers clients (1)	1 333 \$	1 299 \$	1 237 \$
Services financiers à l'entreprise (1)	620	609	555
Solutions cartes et paiements (1)	455	658	429
Assurance mondiale	840	887	860
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)			
Rendement des capitaux propres (3)	37,6 %	40,6 %	35,7 %
Rendement du capital de risque (3)	51,2 %	52,9 %	47,7 %
Marge nette d'intérêt (4)	3,08 %	3,10 %	3,19 %
Levier d'exploitation (services bancaires) (5)	4,1 %	10,6 %	6,5 %
Total des actifs productifs (2), (6)	218 100	209 900	192 600
Prêts et acceptations (2), (6)	216 700	210 000	191 500
Dépôts (2)	152 900	150 200	146 100
Biens administrés (7)	115 600	120 200	107 600
Biens sous gestion	300	300	300
Primes d'assurance et dépôts, montant brut	918	860	895
Services bancaires (1)			
Total des revenus	2 408 \$	2 566 \$	2 221 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	214	212	182
Frais autres que d'intérêt	1 196	1 222	1 147
Bénéfice net	673	797	586
Assurance mondiale			
Total des revenus	840 \$	887 \$	860 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	516
Frais autres que d'intérêt	135	137	128
Bénéfice net	89	102	185

(1) Les services bancaires se composent des services suivants : *Particuliers clients*, *Services financiers à l'entreprise*, et *Solutions cartes et paiements*.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt des Services bancaires.

(6) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, s'est établie à 20 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (19 milliards et 4 milliards au 31 octobre 2007; 18 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2007).

(7) Le poste Biens administrés a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net s'est établi à 762 millions de dollars, en baisse de 9 millions ou 1 % par rapport à l'an dernier, en raison des résultats à la baisse de *l'Assurance mondiale*, ce qui reflète essentiellement les incidences favorables de certains ajustements apportés dans les périodes antérieures. En excluant ces ajustements, le bénéfice net a augmenté de 56 millions de dollars ou 8 %. Le bénéfice net des Services bancaires a augmenté par rapport à l'an dernier, en grande partie en raison de la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, facteur qui a été neutralisé en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la réduction de la marge nette d'intérêt. Pour une présentation du bénéfice net excluant ces ajustements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires

Le bénéfice net lié aux services bancaires a augmenté de 87 millions de dollars ou 15 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui tient à la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, à la forte demande intérieure et au maintien des solides activités sur le marché de l'habitation au Canada.

Le total des revenus a progressé de 187 millions de dollars ou 8 %, comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance continue des volumes dans tous les secteurs d'activité.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont augmenté de 96 millions de dollars ou 8 %. L'augmentation reflète en grande partie la forte croissance continue du financement aux fins d'accession à la propriété et la hausse des dépôts des particuliers, facteur neutralisés en partie par la réduction des écarts. L'augmentation tient aussi à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, qui découle principalement du nombre élevé de ventes nettes.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 65 millions de dollars ou 12 %, en raison principalement de la croissance solide des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises, ainsi qu'à l'augmentation des marges liées aux dépôts des entreprises.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* se sont accrues de 26 millions de dollars ou 6 %. Ce résultat est en grande partie attribuable à la forte croissance des soldes et des volumes de transactions, résultats qui ont été neutralisés en partie par la diminution des écarts et par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 11 points de base par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits, qui tient au fait que les produits générant des rendements plus faibles continuent d'afficher une croissance supérieure dans un contexte de marché davantage concurrentiel, et de la compression des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit et aux dépôts des particuliers.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 49 millions de dollars ou 4 %, par rapport à l'an dernier. Ce résultat à la hausse tient principalement à l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés au développement de systèmes et les frais de marketing, ainsi qu'à la hausse des honoraires. L'augmentation des pertes hors exploitation a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 millions de dollars ou 18 %, par rapport à l'an dernier, et tend à augmenter et à retrouver un niveau plus normal comparativement à la moyenne historique. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux entreprises, qui reflète la croissance des portefeuilles et la hausse des taux de pertes. L'augmentation tient aussi à un ajustement cumulatif au titre des prêts aux étudiants comptabilisé ce trimestre.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a reculé de 96 millions de dollars ou 52 %, par rapport à l'an dernier. Les résultats de l'an dernier tenaient compte d'un ajustement favorable de 40 millions de dollars (avant et après impôts) lié à la réaffectation de capitaux de placements étrangers, montant qui avait soutenu nos activités de réassurance contre les catastrophes, puisque nous avons complètement abandonné ces activités en 2007, ainsi que d'un ajustement cumulatif de 38 millions (25 millions après impôts) concernant des périodes précédentes. Le recul tient aussi à la hausse, ce trimestre, des coûts liés aux variations des sinistres au titre des polices d'assurance vie universelle au Canada et aux résultats techniques moins favorables au chapitre de l'invalidité. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section Rendement financier.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net a diminué de 137 millions de dollars ou 15 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant le gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) lié à la restructuration de Visa et la charge de 121 millions (79 millions après impôts) imputée au passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit comptabilisés au trimestre précédent, le bénéfice net a progressé de 53 millions ou 7 %. L'augmentation reflète principalement la croissance continue des volumes dans tous les secteurs d'activité et la baisse des coûts saisonniers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse de *l'Assurance mondiale*. Un rapprochement du bénéfice net excluant les éléments mentionnés ci-dessus est présenté à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires

Le bénéfice net lié aux services bancaires a diminué de 124 millions de dollars ou 16 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant les éléments pour le trimestre précédent dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net lié aux services bancaires s'est accru de 66 millions de dollars ou 11 %.

Le total des revenus a reculé de 158 millions de dollars ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant les éléments pour le trimestre précédent dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a augmenté de 47 millions de dollars ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité. Un rapprochement du bénéfice net et des revenus tirés des services bancaires, en excluant les éléments mentionnés ci-dessus, est présenté à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 26 millions de dollars ou 2 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la baisse des frais de marketing saisonniers et des frais d'occupation. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes hors exploitation et par l'augmentation des coûts liés aux avantages découlant de facteurs saisonniers.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 2 millions de dollars ou 1 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit. Un ajustement cumulatif au titre des prêts aux étudiants comptabilisé ce trimestre a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés par la diminution des provisions au titre des prêts aux entreprises.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a reculé de 13 millions de dollars ou 13 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement un gain lié à la vente de titres dans le cadre de nos activités aux États-Unis comptabilisé au dernier trimestre. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section Rendement financier.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Revenu net d'intérêt	112 \$	109 \$	108 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	539	538	502
Revenus tirés des transactions et autres revenus	302	339	382
Total des revenus	953 \$	986 \$	992 \$
Frais autres que d'intérêt	688 \$	731 \$	702 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	1	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	265 \$	254 \$	290 \$
Bénéfice net	181 \$	180 \$	211 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada	363 \$	369 \$	356 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	445	479	508
Gestion mondiale d'actifs	145	138	128
Autres renseignements			
Rendement des capitaux propres (1)	35,5 %	31,7 %	34,4 %
Rendement du capital de risque (1)	76,7 %	62,4 %	73,1 %
Biens administrés	484 700 \$	488 500 \$	508 300 \$
Biens sous gestion	164 700	161 200	157 400

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	T1 2008 par rapport au T1 2007	
Total des revenus : diminution	58 \$	
Frais autres que d'intérêt : diminution	44	
Bénéfice net : diminution	11	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (2)	16 %	

(1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 30 millions de dollars ou 14 %, par rapport à l'an dernier. Certains éléments constatés l'an dernier ont eu une incidence sur notre bénéfice, notamment un gain de change de 17 millions de dollars (14 millions après impôts) au titre de certains dépôts et l'incidence favorable d'une contrepassation de charges d'impôts. La forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 11 millions de dollars du bénéfice par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus a diminué de 39 millions de dollars ou 4 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie l'incidence de 58 millions de dollars de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ce facteur a été neutralisé en partie par la forte croissance des actifs des clients et par la croissance élevée des dépôts et des prêts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – Canada* ont augmenté de 7 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète les ventes nettes élevées ainsi que l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des volumes de transactions liés à nos services de courtage, qui découle de l'incertitude caractérisant les conditions du marché et du nombre moins élevé de nouvelles émissions.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* ont subi une baisse de 63 millions de dollars ou 12 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 7 millions de dollars ou 2 %. L'augmentation reflète principalement la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., et la forte croissance des prêts et des dépôts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain moindre découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est contrebalancé en partie par une baisse de la charge

de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt), et par la constatation, à l'exercice précédent, d'un gain de change sur certains dépôts.

Les revenus tirés de la *Gestion mondiale d'actifs* ont augmenté de 17 millions de dollars ou 13 %, résultat qui reflète principalement les ventes nettes élevées, qui ont favorisé la croissance des biens sous gestion au Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars ou 2 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'incidence favorable de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer et les coûts à la hausse à l'appui de la croissance des activités, y compris le nombre plus élevé de conseillers en placement et des autres professionnels en contact direct avec les clients, ainsi que l'accroissement des frais d'occupation découlant de l'ouverture de plusieurs bureaux à l'étranger, ont été neutralisés en partie par la réduction de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos services de courtage aux États-Unis, comme il est mentionné ci-dessus.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 1 million de dollars ou 1 %, comparativement au trimestre précédent. La baisse des revenus découlant de l'incertitude qui continue d'avoir cours sur les marchés financiers mondiaux a largement neutralisé la baisse des coûts.

Le total des revenus a reculé de 33 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement du gain moindre découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est en partie contrebalancé par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt). Le recul est aussi imputable aux conditions difficiles générales qui ont caractérisé les activités de courtage.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 43 millions de dollars ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des frais au titre de la rémunération variable liés à nos services de courtage aux États-Unis.

Services bancaires américains et internationaux

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt	248 \$	239 \$	257 \$
Revenus autres que d'intérêt	237	216	188
Total des revenus	485 \$	455 \$	445 \$
Frais autres que d'intérêt	378 \$	363 \$	348 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	71	72	10
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	36 \$	20 \$	87 \$
Bénéfice net	31 \$	21 \$	67 \$
Revenus par division			
Services bancaires	275 \$	269 \$	276 \$
RBC Dexia Investor Services (1)	210	186	169
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)			
Rendement des capitaux propres (3)	3,5 %	2,2 %	8,8 %
Rendement du capital de risque (3)	6,4 %	3,8 %	14,2 %
Prêts et acceptations	21 000 \$	20 500 \$	21 100 \$
Dépôts	35 200	34 500	31 800
Biens administrés – RBC Dexia IS (4)	2 922 000	2 713 100	2 666 400

	Pour le trimestre terminé le	
	T1 2008 par rapport au T1 2007	
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros (en millions de dollars canadiens)		
Total des revenus : diminution	44 \$	
Frais autres que d'intérêt : diminution	34	
Bénéfice net : diminution	2	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (5)	16 %	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (5)	4 %	

- (1) Nous avons fusionné les activités des Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia le 2 janvier 2006 et créé RBC Dexia IS, une nouvelle société. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de ses résultats.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.
- (4) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 décembre 2007, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 36 millions de dollars ou 54 %, par rapport à l'an dernier. Ce recul est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi qu'à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités de RBC Dexia IS et de nos services bancaires aux États-Unis, qui reflète principalement les acquisitions de Flag Financial Corporation (Flag) et de 39 succursales d'AmSouth (succursales de AmSouth) effectuées en 2007. Les résultats l'an dernier tenaient également compte d'une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placements des services bancaires américains.

Le total des revenus a augmenté de 40 millions de dollars ou 9 %, comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des *Services bancaires* ont diminué de 1 million de dollars, résultat qui reflète principalement l'incidence de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 36 millions de dollars ou 15 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts (12 % en dollars américains) et des dépôts (18 % en dollars américains), qui reflète la prise en compte des résultats de Flag pour le trimestre complet ainsi que la prise en compte des succursales d'AmSouth comparativement à l'an dernier. Les résultats de l'an dernier reflétaient aussi une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placements des services bancaires américains.

Les revenus de RBC Dexia IS ont augmenté de 41 millions de dollars ou 24 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres, de la hausse des frais de transaction en devises, ainsi que de la croissance des activités des clients existants et de l'acquisition de nouveaux clients. L'augmentation reflète aussi le reclassement prospectif de certains éléments des revenus, qui sont compensés au poste Frais autres que d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 30 millions de dollars ou 9 %, par rapport à l'an dernier. L'augmentation tient principalement à la hausse des coûts de traitement et des coûts liés à l'effectif de RBC Dexia IS découlant de la croissance des activités, aux charges de Flag pour le trimestre complet, à la prise en compte des

succursales d'AmSouth, ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles succursales aux États-Unis. La hausse des coûts liée à l'expansion des équipes de vente et de service dans nos succursales bancaires a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé de 61 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Ce résultat tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail, résultat qui reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement de la conjoncture dans ce pays.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 10 millions de dollars ou 48 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à la forte croissance des activités de RBC Dexia IS et de nos services bancaires américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Le total des revenus a progressé de 30 millions de dollars ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à RBC Dexia IS et elle reflète la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres, ainsi que la hausse des frais de transaction en devises. Les revenus tirés des services bancaires ont également augmenté, car les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte au remboursement anticipé de billets privilégiés de fiducie.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 15 millions de dollars ou 4 %, comparativement au trimestre précédent.

L'augmentation reflète en grande partie la hausse des coûts de traitement de RBC Dexia IS, qui découle de la croissance des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée dans l'ensemble inchangée par rapport au trimestre précédent. Le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement de la conjoncture dans ce pays ont continué d'entraîner une réduction de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts des Services bancaires aux États-Unis.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Revenu net d'intérêt (1)	351 \$	256 \$	56 \$
Revenus autres que d'intérêt	781	563	1 174
Total des revenus (1)	1 132 \$	819 \$	1 230 \$
Frais autres que d'intérêt	734 \$	584 \$	738 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	28	(2)	(8)
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	370 \$	237 \$	500 \$
Bénéfice net	304 \$	186 \$	396 \$
Revenus par division			
Marchés mondiaux	603 \$	340 \$	800 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	434	408	390
Autres	95	71	40
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)			
Rendement des capitaux propres (3)	23,9 %	15,4 %	32,8 %
Rendement du capital de risque (3)	29,1 %	19,3 %	39,9 %
Titres du compte de négociation	144 800 \$	146 400 \$	155 900 \$
Prêts et acceptations	36 600	32 600	27 300
Dépôts	127 300	121 500	126 100

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	T1 2008 par rapport au T1 2007	
Total des revenus : diminution	104 \$	
Frais autres que d'intérêt : diminution	60	
Bénéfice net : diminution	24	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	16 %	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	14 %	

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a diminué de 92 millions de dollars ou 23 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une réduction de 430 millions de la juste valeur d'actifs, découlant de pertes liées au marché américain des prêts à risque, à notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, à notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et à notre portefeuille de titres à enchères aux États-Unis, lesquelles résultent des perturbations continues sur le marché. Cette réduction de valeur a eu une incidence de 187 millions de dollars après impôts, compte tenu des ajustements connexes liés à la rémunération, et elle a été neutralisée par la croissance générale des revenus tirés de plusieurs autres activités, laquelle découle des taux d'intérêt à la baisse et de la volatilité accrue des marchés, ainsi que de la réduction du taux d'imposition effectif.

Le total des revenus a reculé de 98 millions de dollars ou 8 %, par rapport à l'an dernier, en raison notamment de l'incidence de 104 millions de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont diminué de 197 millions de dollars ou 25 %, en raison principalement de la réduction de valeur décrite plus haut. La diminution des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, des revenus tirés des opérations de change et des résultats au chapitre des dérivés sur actions, qui tiennent aux taux d'intérêt à la baisse et à la plus grande volatilité des marchés, ainsi que par un gain découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs désignés comme étant détenus à des fins de transaction.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 44 millions de dollars ou 11 %, en raison surtout de l'amélioration des activités de syndication de prêts, de l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis, et de l'accroissement des activités de prêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de participation dans la plupart des secteurs géographiques, ainsi que par la baisse des distributions sur les placements privés.

Les revenus tirés des *Autres services* se sont accrus de 55 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les gains qui sont liés aux dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre principal portefeuille de prêts et qui découlent de l'élargissement des écarts de taux, ainsi que l'amélioration des résultats de la division institutions financières mondiales découlant de la hausse des soldes des dépôts.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 4 millions de dollars ou 1 %, comparativement à l'an dernier, en raison principalement de l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et en livres sterling. La baisse des frais au titre de la rémunération variable a été largement neutralisée par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés au développement de systèmes et les frais d'occupation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 28 millions de dollars, par rapport à un recouvrement de pertes sur créances de 8 millions l'an dernier.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net s'est accru de 118 millions de dollars ou 63 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient à la forte croissance des revenus dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, par une réduction plus élevée de la juste valeur d'actifs et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 313 millions de dollars ou 38 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change et de l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une réduction plus élevée de la juste valeur d'actifs, découlant de pertes liées au marché américain des prêts à risque, à notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, à notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et à notre portefeuille de titres à

enchères, par la diminution des activités de fusion et d'acquisition dans l'ensemble des secteurs géographiques, et par la baisse des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 150 millions de dollars ou 26 %, résultat qui tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable et à l'augmentation des coûts liés aux avantages découlant de facteurs saisonniers.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 28 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 2 millions au trimestre précédent.

Services de soutien généraux

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseigne-

ments qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Revenu net d'intérêt (1)	(224)\$	(215)\$	(118)\$
Revenus autres que d'intérêt	53	117	68
Total des revenus (1)	(171)\$	(98)\$	(50)\$
Frais autres que d'intérêt	(11)	56	4
Recouvrement de pertes sur créances	(20)	(20)	(22)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(140)\$	(134)\$	(32)\$
Bénéfice net (perte nette)	(33)\$	38 \$	49 \$
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)			
Total de l'actif	(6 600)\$	(7 600)\$	(5 500)\$
Titrisation			
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	17 574	17 889	16 446
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	600	730	1 000

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 s'est établi à 132 millions de dollars (117 millions au 31 octobre 2007; 70 millions au 31 janvier 2007).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Premier trimestre de 2008

La perte nette de 33 millions de dollars reflète principalement un écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains, qui constituent des actifs non monétaires évalués aux taux de change historiques à des fins comptables, ainsi que la réduction de valeur d'un actif d'impôts reporté qui reflète la réduction récente des taux d'impôt des sociétés au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs liés aux dépôts à terme et des débetures subordonnées désignées comme étant détenues à des fins de transaction, en raison de l'élargissement des écarts de taux et des charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation.

Quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net de 38 millions de dollars reflète en grande partie les impôts liés aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par la hausse des impôts sur le capital qui, de la même façon, ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2007

Le bénéfice net de 49 millions de dollars reflète principalement les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, ainsi que les gains liés aux activités de titrisation. Les intérêts reçus sur les paiements excédentaires ont également été comptabilisés au cours de la période. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif après impôts de 20 millions de dollars comptabilisé durant la période, lequel découle de la variation de la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le											
	31 janvier 2008				31 octobre 2007				31 janvier 2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	3 940 \$	1 070 \$	637 \$	5 647 \$	4 099 \$	1 169 \$	347 \$	5 615 \$	3 711 \$	1 166 \$	821 \$	5 698 \$
Bénéfice net	1 015 \$	84 \$	146 \$	1 245 \$	1 230 \$	141 \$	(47) \$	1 324 \$	923 \$	225 \$	346 \$	1 494 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2007.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 015 millions de dollars, en hausse de 92 millions ou 10 %, comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à l'accroissement des activités de syndication de prêts, au gain à la valeur de marché sur nos dérivés de crédit, et aux meilleurs résultats tirés des activités de négociation. La forte croissance des volumes et des soldes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, et par la réduction de valeur d'un actif d'impôts reportés afin de tenir compte de la réduction récente des taux d'impôt des sociétés canadiennes cette année.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 84 millions de dollars, en baisse de 141 millions ou 63 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, ainsi que l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Une réduction de la juste valeur d'actifs, découlant de pertes liées au marché américain des prêts à risque, à notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, à notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et à notre portefeuille de titres à enchères aux États-Unis, ainsi que la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des prêts et des dépôts, qui reflète en grande partie la prise en compte pour le trimestre complet des résultats de Flag, ainsi que la prise en compte des succursales d'AmSouth.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 146 millions de dollars, en baisse de 200 millions ou 58 % par rapport à l'an dernier.

Cette diminution est en grande partie imputable aux résultats à la baisse liés aux activités de négociation de certains titres à revenu fixe, qui découle des réductions de valeur liées à notre exposition aux assureurs spécialisés. Les résultats de l'an dernier reflétaient un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net au Canada a reculé de 215 millions de dollars ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain lié à la restructuration de Visa, qui a été neutralisé en partie par un ajustement effectué de manière à accroître le passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au trimestre précédent. La hausse des coûts et de la dotation à la provision pour pertes sur créances a également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance continue des volumes liés à nos activités bancaires, ainsi que par l'amélioration des résultats liés aux activités de négociation.

Le bénéfice net aux États-Unis a subi une baisse de 57 millions de dollars ou 40 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation, une réduction plus élevée de la juste valeur, ainsi que la hausse des frais au titre de la rémunération variable. Les résultats au trimestre précédent tenaient compte d'un gain à la vente de titres s'inscrivant dans le cadre de nos activités d'assurance aux États-Unis.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 193 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux solides résultats tirés des activités de négociation et aux réductions de valeur moins élevées ce trimestre.

Situation financière**Principales données figurant au bilan**

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 664 \$	11 881 \$	7 637 \$
Valeurs mobilières	184 348	178 255	196 851
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	76 419	64 313	67 744
Prêts	247 209	239 429	219 718
Autres actifs	108 525	103 735	77 242
Total de l'actif	632 761	600 346	571 615
Dépôts	394 416	365 205	365 606
Autres passifs	204 232	201 284	172 261
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 523	1 483	1 799
Capitaux propres	25 025	24 439	23 458

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le total de l'actif a augmenté de 61 milliards de dollars ou 11 %, par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance enregistrée dans la

plupart des catégories d'actifs. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'incidence des variations des conditions du marché sur la valeur de marché des dérivés, ainsi qu'à la forte croissance des prêts.

L'augmentation tient aussi à l'accroissement du nombre de titres achetés en vertu de conventions de revente et de titres empruntés à l'appui de la croissance des activités.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* se sont accrus de 6 milliards de dollars ou 79 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la croissance des activités de *RBC Dexia IS* ainsi que l'augmentation des dépôts à court terme des grandes entreprises.

Les *valeurs mobilières* ont diminué de 13 milliards de dollars ou 6 %, comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie imputable à une réduction stratégique de nos positions visant à tenir compte de la volatilité récente des marchés financiers, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont progressé de 9 milliards de dollars ou 13 %, par rapport à l'an dernier, à l'appui de nos stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe.

Les *prêts* ont augmenté de 27 milliards de dollars ou 13 %, comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète les hausses liées à l'ensemble des portefeuilles. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada, lesquels se sont accrus de 15 milliards de dollars ou 15 %, et aux prêts aux particuliers, en raison principalement de la demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété découlant du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au Canada, des taux d'intérêt relativement faibles d'un point de vue historique, et du faible taux de chômage. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts aux grandes entreprises à l'échelle mondiale, laquelle découle de la croissance générale dans l'ensemble des secteurs géographiques.

Les *autres actifs* ont progressé de 31 milliards de dollars ou 40 %, comparativement à l'an dernier. Ce résultat à la hausse est en grande partie attribuable aux montants liés aux dérivés, qui reflètent principalement l'incidence de l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit achetée ainsi que les taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixes, ainsi qu'à l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des positions libellées en dollars américains.

Les *dépôts* se sont accrus de 29 milliards de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement des dépôts des entreprises, qui reflète principalement l'émission récente d'obligations foncières et d'autres effets aux fins des besoins de financement, et la croissance des activités. La hausse des dépôts des particuliers découle en grande partie du maintien de la forte demande visant notre compte Épargne @ intérêt élevé a également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* ont progressé de 32 milliards de dollars ou 19 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des montants liés aux dérivés, lesquels reflètent en grande partie l'incidence de l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit vendue et les taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe, ainsi que de l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des positions libellées en dollars américains.

Les *capitiaux propres* ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 7 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement notre bénéfice net, déduction faite des dividendes, ainsi que l'émission de 450 millions de dollars d'actions privilégiées depuis l'an dernier.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le *total de l'actif* a augmenté de 32 milliards de dollars ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la croissance enregistrée dans la plupart des catégories d'actifs. L'augmentation est en grande

partie attribuable aux titres acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés découlant de la croissance des activités, ainsi qu'au maintien de la solide croissance des prêts. L'augmentation tient aussi à l'incidence des variations des conditions du marché sur la valeur de marché des dérivés, ainsi qu'au solde plus élevé des valeurs mobilières.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont progressé de 2 milliards de dollars ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie la croissance des activités de *RBC Dexia IS* et les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Les *valeurs mobilières* se sont accrues de 6 milliards de dollars ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des titres à revenu fixe à l'appui de la croissance des activités et des activités de négociation.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 12 milliards de dollars ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, à l'appui des stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe.

Les *prêts* se sont accrus de 8 milliards de dollars ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète les hausses liées à presque tous les portefeuilles. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts aux particuliers, en raison de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété découlant du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au pays. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts aux entreprises aux États-Unis et au pays.

Les *autres actifs* ont progressé de 5 milliards de dollars ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable aux montants liés aux dérivés, lesquels reflètent essentiellement l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe et l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit achetée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des montants liés aux produits dérivés de change, qui reflète les fluctuations des taux de change, ainsi que par la diminution des activités de négociation et des activités des clients.

Les *dépôts* ont augmenté de 29 milliards de dollars ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à la hausse des dépôts productifs d'intérêts à des banques, à l'appui de nos besoins de financement aux fins des activités de négociation et de prêt, ainsi qu'à la hausse des dépôts des entreprises découlant principalement de notre émission récente d'obligations foncières et d'autres effets aux fins des besoins de financement et de la croissance des activités. La hausse des dépôts des particuliers, qui tient en grande partie à la volatilité accrue des marchés liés à d'autres types de placements, et le maintien de la forte demande visant notre compte Épargne @ intérêt élevé ont également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* se sont accrus de 3 milliards de dollars ou 1 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement des activités liées aux conventions de rachat et des activités de prêt de titres aux fins des besoins de financement. L'augmentation est aussi imputable aux montants liés aux dérivés, qui reflète principalement l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe et l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit vendue. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des montants liés aux produits dérivés de change, qui reflète les fluctuations des taux de change, ainsi que par la diminution des activités de négociation et des activités des clients, et par le versement d'avantages découlant de répercussions saisonnières.

Les *capitiaux propres* ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient à la croissance du bénéfice net, déduction faite des dividendes.

Gestion du risque

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires.

Se reporter aux pages 80 à 104 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Notre démarche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée. Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque de crédit, se reporter aux pages 83 à 91 de notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit brut auquel nous sommes exposés

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés touche les prêts de détail et de gros, et le risque brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs

éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur. Pour obtenir des informations sur l'évaluation des prêts et acceptations ainsi que sur les passifs éventuels, se reporter aux notes 1, 2 et 27 des états financiers consolidés figurant dans notre rapport annuel 2007.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation concernent les opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres, et des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel. Pour plus de détails sur les conventions de rachat et de revente et sur le risque de crédit lié aux dérivés, se reporter aux notes 1 et 7 de notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

	Au					
	31 janvier					
	2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations		Autres (1)	Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)
	En cours	Engagements inutilisés				
(en millions de dollars canadiens)						
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	113 430 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	113 433 \$
Prêts aux particuliers	49 991	39 171	62	–	–	89 224
Prêts sur cartes de crédit	8 772	19 326	–	–	–	28 098
Prêts aux petites entreprises (6)	2 586	2 661	47	–	–	5 294
Total – prêts de détail	174 779	61 161	109	–	–	236 049
Prêts aux entreprises (7)						
Exploitations agricoles	5 479 \$	323 \$	24 \$	– \$	13 \$	5 839 \$
Industrie automobile	3 440	1 800	129	–	249	5 618
Biens de consommation	5 222	2 104	692	–	504	8 522
Énergie	7 680	7 778	2 326	1	1 260	19 045
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 395	5 811	3 865	74 312	7 711	96 094
Industrie forestière	1 450	508	111	8	30	2 107
Produits industriels	3 964	2 253	293	–	130	6 640
Mines et métaux	2 425	1 055	550	64	629	4 723
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 220	3 413	1 327	236	231	24 427
Technologie et médias	2 680	2 438	376	–	649	6 143
Transport et environnement	2 971	1 478	540	–	145	5 134
Autres	20 457	6 466	7 650	4 008	16 389	54 970
États souverains (8)	2 032	2 436	9 962	2 480	13 007	29 917
Banques (9)	2 715	3 756	53 961	100 275	24 388	185 095
Prêts de gros	84 130	41 619	81 806	181 384	65 335	454 274
Risque total	258 909 \$	102 780 \$	81 915 \$	181 384 \$	65 335 \$	690 323 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Au 31 janvier 2008, le risque brut auquel nous sommes exposés s'élevait à 690 milliards de dollars et il touchait principalement des prêts et des acceptations. Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés se chiffrait à 236 milliards de dollars, soit 34 % de notre risque total. Le risque le plus important auquel nous sommes exposés au chapitre des prêts de détail touche les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros s'élevait à 454 milliards de dollars, soit 66 % de notre risque total. Le risque le plus important auquel nous sommes exposés au chapitre des prêts de gros touche le portefeuille de prêts aux entreprises, la plupart des prêts concernant le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques, ainsi que le portefeuille de prêts aux banques.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive pour nous, nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer la gestion du risque de crédit de contrepartie. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours, se reporter à la note 7 de notre rapport annuel 2007, qui fournit également des informations sur les dérivés de crédit comme les capitaux nominaux selon la durée jusqu'à l'échéance, la juste valeur et la juste valeur moyenne.

Dérivés de crédit émis aux fins de transaction

La plupart de nos positions sur dérivés de crédit sont détenues à des fins de transaction. Ces positions sont généralement réparties également entre la protection achetée et la protection vendue. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation.

Pour un résumé des faits importants qui sont survenus sur le marché au cours du trimestre et qui ont une incidence sur certaines de nos positions sur dérivés de crédit achetées auprès d'assureurs spécialisés, se reporter à la rubrique Rendement financier.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de transaction s'est établie à 408,4 milliards de dollars, en hausse de 132,9 millions ou 48 %, par rapport à 275,6 milliards l'an dernier. La juste valeur positive brute totale (coût de remplacement brut avant la compensation) s'est accrue de 13,7 milliards de dollars pour s'établir à 15,8 milliards, par rapport à 2,1 milliards l'an dernier, et la juste valeur négative brute totale de nos dérivés de crédit émis aux fins de transaction s'est établie à 14,4 milliards, en hausse de 12,7 milliards, par rapport à 1,7 milliard l'an dernier. Ces résultats à la hausse reflètent en grande partie l'élargissement des écarts de taux et l'accroissement des activités de négociation, notamment la mise en œuvre de nouvelles stratégies en matière de négociation. Le coût de remplacement après la compensation, compte non tenu des garanties, a augmenté de 2,4 milliards de dollars pour se chiffrer à 3,6 milliards, par rapport à 1,2 milliard l'an dernier, résultat qui découle principalement de l'accroissement des activités de négociation. Plus de 90 % de cette exposition nette concerne des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de transaction s'est élevée à 408,4 milliards de dollars, soit une hausse de 15,2 milliards ou 4 %, par rapport à 393,2 milliards au trimestre précédent. La juste valeur positive brute totale (coût de remplacement brut avant la compensation) est passée de 10,4 milliards de dollars au trimestre précédent à 15,8 milliards ce trimestre, soit une hausse de 5,4 milliards ou 52 %, et la juste valeur négative brute totale de nos dérivés de crédit émis aux fins de transaction s'est accrue de 5 milliards ou 54 % pour s'établir à 14,4 milliards, comparativement à 9,4 milliards au trimestre précédent. Ces résultats à la hausse tiennent en grande partie à l'élargissement continu des écarts de taux. Le coût de remplacement après la compensation, compte non tenu des garanties, a augmenté de 0,3 milliard de dollars ou 9 % pour se chiffrer à 3,6 milliards, par rapport à 3,3 milliards au trimestre précédent.

Dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction, de manière à gérer l'ensemble de notre portefeuille de crédit. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons également de la protection sur dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. La protection sur dérivés de crédit que nous vendons ne constitue pas une portion importante de notre risque de crédit global. Le capital nominal des dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement par les contreparties et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés et aucun de ces contrats ne vise des actifs liés au marché américain des prêts à risque.

Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction (montants notionnels) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Portefeuille de crédit			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	403 \$	379 \$	474 \$
Énergie	668	957	346
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	842	1 161	558
Mines et métaux	517	591	100
Secteur immobilier et secteurs connexes	426	413	–
Technologie et médias	33	10	12
Transport et environnement	354	335	252
Autres	485	472	484
États souverains (2)	332	220	–
Banques (3)	710	731	314
Protection achetée, montant net	4 770 \$	5 269 \$	2 540 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	2 007 \$	261	327
Protection achetée, montant brut	5 007 \$	5 530 \$	2 867 \$
Protection vendue, montant net (4)	199 \$	186 \$	292 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	237	261	327
Protection vendue, montant brut	436 \$	447 \$	619 \$
Protection achetée et vendue, montant brut	5 443 \$	5 977 \$	3 486 \$

(1) Comprennent les swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 31 janvier 2008 concernait les postes Biens de consommation, 72 millions de dollars, et Autres, 127 millions (67 millions pour le poste Biens de consommation et 119 millions pour le poste Autres au 31 octobre 2007, 79 millions pour le poste Biens de consommation, 38 millions pour le poste Produits industriels, 12 millions pour le poste Technologie et médias, 8 millions pour le poste Énergie, 6 millions pour le poste Industrie automobile et 149 millions pour le poste Autres au 31 janvier 2007).

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction s'est élevée à 5,4 milliards de dollars, en hausse de 1,9 milliard ou 56 %, par rapport à 3,5 milliards l'an dernier. Le total de la protection sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction achetée a augmenté de 2,1 milliards de dollars ou 75 % pour s'établir à 5,0 milliards, comparativement à 2,9 milliards l'an dernier. L'augmentation a touché la plupart des secteurs, et plus particulièrement le Secteur immobilier et secteurs connexes, Mines et métaux et Banques, de manière à atténuer la concentration des risques liés à une seule entreprise dans notre portefeuille, en raison du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'incertitude qui règne sur les marchés financiers mondiaux. La protection sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction vendue a diminué de 0,2 milliard de dollars ou 30 % pour s'établir à 0,4 milliard, comparativement à 0,6 milliard l'an dernier, résultat qui a touché principalement les secteurs Produits industriels et Technologie et médias et qui reflète en grande partie l'affaiblissement de l'environnement de crédit.

La juste valeur positive brute totale (coût de remplacement brut avant la compensation) s'est élevée à 118 millions de dollars, en hausse de 94 millions par rapport à 24 millions à l'exercice précédent, et la juste valeur négative brute totale de nos dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction s'est établie à 49 millions, en hausse de

7 millions ou 17 %, comparativement à 42 millions l'an dernier. Ces résultats à la hausse tiennent en grande partie à l'élargissement continu des écarts de taux et aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction s'est établie à 5,4 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard ou 9 %, par rapport à 6 milliards au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction de la protection sur dérivés de crédit achetée. La diminution a touché principalement les secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques et Énergie. La protection sur dérivés de crédit vendue a reculé de 11 millions de dollars ou 2 % pour se chiffrer à 436 millions, comparativement à 447 millions au trimestre précédent, résultat qui a touché principalement les secteurs Biens de consommation et Autres.

La juste valeur positive brute totale (coût de remplacement brut avant la compensation) a augmenté de 82 millions de dollars pour se chiffrer à 118 millions par rapport à 36 millions au dernier trimestre, et la juste valeur négative brute totale de nos dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction s'est établie à 49 millions de dollars, soit une hausse de 19 millions ou 63 %, comparativement à 30 millions au trimestre précédent. Ces résultats à la hausse tiennent en grande partie à l'élargissement continu des écarts de taux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Montant brut des prêts douteux			
Prêts de détail	434 \$	388 \$	404 \$
Prêts de gros	1 060	752	472
Total du montant brut des prêts douteux	1 494 \$	1 140 \$	876 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts de détail	140 \$	120 \$	131 \$
Prêts de gros	286	231	150
Provisions spécifiques	426 \$	351 \$	281 \$
Provision générale	1 244	1 221	1 253
Total de la provision pour pertes sur créances	1 670 \$	1 572 \$	1 534 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,58 %	0,45 %	0,38 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,33 %	0,32 %	0,27 %

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007**Montant brut des prêts douteux**

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 618 millions de dollars ou 71 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, particulièrement en Californie, en Géorgie et en Arizona, et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, qui découle du repli du marché de l'habitation aux États-Unis et du ralentissement de la conjoncture dans ce pays. Au 31 janvier 2008, des prêts de financement à l'intention de constructeurs résidentiels aux États-Unis d'un montant de 2,8 milliards de dollars (2,8 milliards de dollars US) étaient en cours, soit un résultat en baisse de 18 % (en baisse de 3 % en dollars US) depuis le 31 janvier 2007. L'augmentation tient aussi à la hausse du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et aux entreprises.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 136 millions de dollars ou 9 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la provision spécifique, laquelle découle en grande partie de l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis. La provision spécifique au titre de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et aux entreprises a également augmenté, en raison du nombre plus élevé de prêts douteux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la provision générale, laquelle reflète essentiellement l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la provision libellée en dollars américains.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007**Montant brut des prêts douteux**

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 354 millions de dollars ou 31 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, qui découle du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et du ralentissement de la conjoncture dans ce pays. L'augmentation tient aussi à la hausse du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 98 millions de dollars ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est imputable à la hausse de la provision spécifique et de la provision générale découlant principalement de la détérioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis, résultats qui reflètent le repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement de la conjoncture dans ce pays. L'augmentation tient aussi à la hausse de la provision spécifique au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui découle de l'accroissement du nombre de prêts douteux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la provision spécifique pour prêts aux entreprises.

Instruments d'intermédiation bancaire

Les instruments d'intermédiation bancaire se composent de positions dans des instruments financiers qui sont détenus à des fins de placement et qui ne font pas partie du portefeuille de négociation. Ces positions incluent des participations directes et indirectes, avec ou sans droit de vote, dans l'actif et le bénéfice d'une entité, qui ne sont ni consolidées ni déduites aux fins du capital réglementaire. Les instruments d'intermédiation bancaire se composent d'actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées, de parts de sociétés en commandite, de capital-risque et des instruments dérivés détenus qui sont liés à des titres de capitaux propres.

L'accord de Bâle II définit les risques liés au portefeuille d'intermédiation bancaire en fonction de la substance économique de l'opération plutôt qu'en fonction de la forme juridique ou du traitement comptable lié à l'instrument. Cela donne lieu à des différences au chapitre de l'établissement des titres de capitaux propres détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire et ceux présentés dans les notes 1 à 3 de notre rapport annuel 2007.

La plupart des instruments d'intermédiation bancaire présentés dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés sont classés comme étant disponibles à la vente, et la tranche restante est classée à titre de placements dans des sociétés liées, aux postes Autres actifs et Titres sans droit de participation (titres de créance).

Les instruments détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire sont assujettis aux exigences concernant le capital lié au risque de crédit, telles qu'elles sont prescrites par le BSIF en vertu du cadre de l'accord de Bâle II.

Le tableau suivant illustre les risques liés aux instruments d'intermédiation bancaire auxquels nous sommes exposés ainsi que les gains ou pertes nets non réalisés sur le portefeuille.

	Au
	31 janvier 2008
(en millions de dollars canadiens)	
Actions de sociétés ouvertes	1 813 \$
Actions de sociétés fermées	1 300
Risque total lié aux instruments d'intermédiation bancaire (1)	3 113 \$
Pertes nettes non réalisées aux fins de la réglementation, montant cumulé (2)	(48)\$

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Ce montant représente les pertes non réalisées, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions ou des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements, et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Nous utilisons des outils de mesure tels

que la valeur à risque (VAR), les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Nos politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant illustre la VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008				31 octobre 2007		31 janvier 2007	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre			Au 31 octobre	Pour le trimestre	Au 31 janvier	Pour le trimestre
		Haut	Moyenne	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	11 \$	28 \$	15 \$	9 \$	8 \$	10 \$	9 \$	9 \$
Change	3	5	2	1	4	3	1	1
Marchandises	2	2	2	1	2	1	1	1
Taux d'intérêt	20	24	21	17	20	19	16	16
Risque spécifique lié au crédit	6	7	5	4	3	4	2	2
Diversification	(20)	n.s.	(21)	n.s.	(19)	(16)	(10)	(10)
VAR globale	22 \$	32 \$	24 \$	18 \$	18 \$	21 \$	19 \$	19 \$

n.s. non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours du trimestre. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 24 millions de dollars, en hausse par rapport à 19 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque sur actions et du risque de taux d'intérêt découlant de l'accroissement des activités de négociation et de la volatilité du marché. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui s'est établi à 47 %, en hausse par rapport à 34 % l'an dernier.

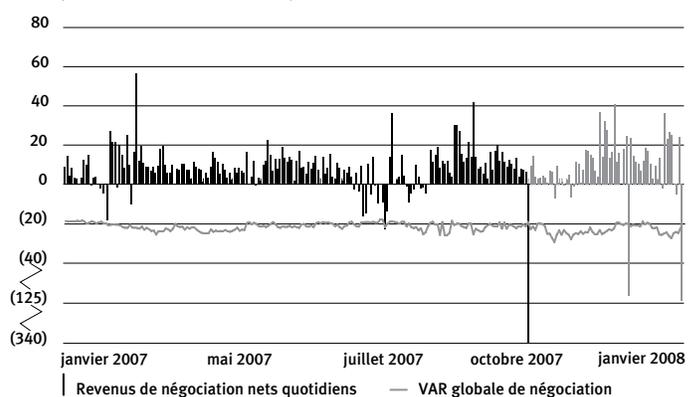
Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 24 millions de dollars, en hausse par rapport à 21 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'accroissement des activités de négociation.

La VAR globale à la fin du trimestre se chiffrait à 22 millions de dollars, en hausse par rapport à 18 millions à la fin du trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'augmentation des activités de négociation de titres de participation et du risque spécifique lié au crédit.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu neuf séances marquées par des pertes de négociation nettes, dont deux concernaient principalement des réductions de 201 millions de dollars de la valeur de la protection achetée dans le cadre de nos activités liées au marché des prêts à risque aux États-Unis. Les séances restantes marquées par des pertes de négociation nettes, y compris les pertes restantes de 430 millions de dollars découlant des perturbations sur le marché, tiennent en grande partie à l'importante volatilité des marchés boursiers et des marchés du crédit au cours du trimestre et aucune n'excédait la VAR globale pour chaque séance.

REVENUS DE NÉGOCIATION ET VAR GLOBALE (1)
(en millions de dollars canadiens)

(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exclusion des revenus liés aux EDDV consolidées.

Risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation sont fournis aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007. Nos politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Au cours du trimestre, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008						31 octobre 2007		31 janvier 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(466)\$	(30)\$	(496)\$	47 \$	6 \$	53 \$	(440)\$	54 \$	(508)\$	83 \$
diminution des taux de 100 p.b.	401	(15)	386	(80)	(7)	(87)	309	(111)	377	(143)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte

financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque opérationnel, se reporter aux pages 95 et 96 de notre rapport annuel 2007.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer ou d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est élaboré de manière à nous protéger contre les risques dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Une analyse détaillée de ce cadre de gestion est présentée aux pages 96 à 98 de notre rapport annuel 2007.

Malgré les défis découlant du maintien de la volatilité des marchés mondiaux au cours du trimestre, notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 29 novembre 2007. Nous nous sommes conformés à notre cadre de gestion au cours du trimestre et sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance ou demande connues ni aucun engagement ou événement connus ne sont actuellement susceptibles d'avoir une incidence importante sur cette position.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 28 février 2008. Ces cotes demeurent inchangées par rapport au 29 novembre 2007.

	Au 28 février 2008 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 janvier 2008					31 octobre 2007	31 janvier 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	18 640 \$	17 911 \$	13 730 \$	3 676 \$	53 957 \$	51 540 \$	45 030 \$
Obligations couvertes	–	–	2 984	1 866	4 850	–	–
Débitures subordonnées	–	125	–	5 740	5 865	6 235	6 807
	18 640 \$	18 036 \$	16 714 \$	11 282 \$	64 672 \$	57 775 \$	51 837 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

Gestion du capital

Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre bilan afin de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, tout en fournissant des rendements élevés à nos actionnaires. Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. De plus amples renseignements sont présentés aux pages 71 à 77 de notre rapport annuel 2007.

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007 et par suite de l'adoption par le BSIF des nouvelles lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006 intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version* (accord de Bâle II), les banques canadiennes sont tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les nouvelles normes d'évaluation. Conformément à l'accord de Bâle II, nous avons adopté l'approche des notations internes avancées (approche NI avancée) pour le risque de crédit et utilisé initialement l'approche standardisée relativement au risque opérationnel. Nous n'avons essentiellement pas modifié la façon dont nous traitons le risque de marché, comparativement à l'accord de Bâle I.

Le BSIF a donné la permission de procéder à l'adoption progressive de l'approche NI avancée en ce qui concerne le risque de crédit, dans le cadre de la transition aux règles de Bâle II. Il a notamment

- donné une permission visant RBC Centura Bank, en vertu de laquelle nous pourrions utiliser l'approche standardisée pour le risque de crédit jusqu'à l'exercice 2010;
- accordé une prorogation de délai pour RBC Dexia IS, laquelle prévoit adopter l'approche NI avancée plus tard au cours de 2008;
- approuvé des exemptions qui visent notamment nos expositions liées à nos activités bancaires dans les Antilles, pour lesquelles le risque de crédit est comptabilisé conformément à l'approche standardisée de l'accord de Bâle II puisque les portefeuilles liés à ces activités et les entités dans les territoires applicables n'ont pas d'incidence importante sur RBC (ce qui est défini à l'heure actuelle comme 1 % du total du montant figurant au bilan et du montant d'équivalent-crédit et 1 % de l'actif ajusté en fonction des risques selon l'accord de Bâle I; l'ensemble des expositions visées par l'exemption ne doit pas excéder 10 % de ces éléments).

L'accord de Bâle II a donné lieu à l'établissement de besoins de trésorerie qui diffèrent de ceux que nous avons calculés conformément à l'accord de Bâle I. Cela tient en grande partie aux différentes méthodes de calcul utilisées pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques, lesquelles reposaient sur des facteurs de pondération des risques prescrits qui ont été délaissés en faveur de paramètres qui concordent davantage avec nos pratiques internes en matière d'évaluation et de gestion des risques. Étant donné que l'accord de Bâle II a été mis en œuvre sur une base prospective, il pourrait s'avérer difficile d'effectuer des comparaisons avec les données historiques et les ratios de capital établis en vertu de l'accord de Bâle I. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée aux pages 76 et 77 de notre rapport annuel 2007.

Actif ajusté en fonction des risques

L'actif ajusté en fonction des risques calculé selon l'accord de Bâle II ne peut pas être comparé directement à l'actif ajusté en fonction des risques calculé antérieurement en vertu de l'accord de Bâle I, en raison de plusieurs facteurs, notamment les suivants :

- En vertu de l'approche NI avancée pour le risque de crédit prévue par l'accord de Bâle II, les banques se fondent sur leurs estimations internes des composantes du risque pour déterminer leurs besoins de trésorerie et l'actif ajusté en fonction des risques équivalent pour un risque donné. En vertu de l'accord de Bâle I, les banques utilisaient les taux prescrits dans l'industrie.
- L'accord de Bâle II prévoit une charge de capital liée au risque opérationnel, alors que l'accord de Bâle I ne prévoyait aucune charge de ce genre.
- Les définitions des catégories d'actifs ont changé considérablement et elles sont davantage différenciées en vertu de l'accord de Bâle II.

L'accord de Bâle II prévoit un facteur d'ajustement du plancher de fonds propres pendant la période de transition. Le BSIF a exigé un passage en parallèle sur quatre trimestres pour toutes les banques appliquant l'approche NI avancée, conformément aux règles de l'accord de Bâle II. Dans les cas où les banques n'ont pas respecté ce passage sur quatre trimestres, un facteur d'ajustement du plancher de 100 % lié à Bâle I doit être appliqué tant que l'exigence de passage en parallèle sur quatre trimestres n'aura pas été respectée. Un facteur d'ajustement de 90 % s'appliquera ensuite pendant au moins quatre trimestres.

Au 31 janvier 2008						
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Exposition (1)	Taux de pondération moyen des risques (2)	Actif ajusté en fonction des risques			Total (4)
			Approche standardisée	Approche avancée	Autres (3)	
Risque de crédit (5)						
Risques liés aux prêts et autres risques						
Prêts hypothécaires résidentiels	78 615 \$	7 %	619 \$	5 267 \$	– \$	5 886 \$
Autres prêts de détail (prêts aux particuliers, prêts sur cartes de crédit et prêts aux petites entreprises traités comme des prêts de détail)	127 691	24 %	6 638	23 707	–	30 345
Prêts aux entreprises (prêts aux grandes entreprises, prêts commerciaux, prêts aux entreprises de taille moyenne et prêts à des institutions financières non bancaires)	132 284	56 %	23 713	50 848	–	74 561
États souverains (gouvernement)	14 430	13 %	500	1 419	–	1 919
Banques	60 432	14 %	6 142	2 087	–	8 229
Total des risques liés aux prêts et autres risques	413 452 \$	29 %	37 612 \$	83 328 \$	–	120 940 \$
Risques liés aux activités de négociation						
Opérations de mise en pension de titres	181 384	2 %	667	3 488	–	4 155
Dérivés hors cote	65 335	37 %	11 143	12 912	–	24 055
Total des risques liés aux activités de négociation	246 719 \$	11 %	11 810 \$	16 400 \$	–	28 210 \$
Total des risques liés aux prêts et autres risques et aux activités de négociation	660 171	23 %	49 422	99 728	–	149 150
Portefeuille d'intermédiation bancaire (6)	3 113	93 %	–	2 898	–	2 898
Risque de titrisation	77 065	9 %	647	6 190	–	6 837
Facteur scalaire réglementaire (7)	s.o.	s.o.	s.o.	6 529	–	6 529
Autres actifs ajustés en fonction des risques (3)	106 085	22 %	s.o.	s.o.	23 069	23 069
Total du risque de crédit (3)	846 434 \$	22 %	50 069 \$	115 345 \$	23 069 \$	188 483 \$
Risque de marché (8)						
Taux d'intérêt			2 229 \$	1 133 \$	–	3 362 \$
Cours des actions			187	1 627	–	1 814
Taux de change			140	21	–	161
Marchandises			11	6	–	17
Risque spécifique			11 865	1 851	–	13 716
Total du risque de marché			14 432 \$	4 638 \$	–	19 070 \$
Risque opérationnel (9)			29 942 \$	s.o.	s.o.	29 942 \$
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	846 434 \$		94 443 \$	119 983 \$	23 069 \$	237 495 \$
Ajustement transitoire au titre du risque permis par le BSIF (10)						3 711
Total de l'actif ajusté en fonction des risques pendant la période de transition						241 206 \$

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le montant brut prévu de l'exposition lorsqu'une défaillance par un débiteur se produit. Ce montant est présenté avant la constatation de provisions spécifiques ou de radiations partielles et il ne reflète pas l'incidence de l'atténuation du risque de crédit ni les biens détenus.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) En ce qui concerne le risque de crédit, les portefeuilles pour lesquels l'approche standardisée et l'approche NI avancée ont été utilisées ont représenté 27 % et 61 %, respectivement, de l'actif ajusté en fonction des risques. La tranche restante de 12 % représente l'actif figurant au bilan pour lequel ces deux approches n'ont pas été appliquées.

(4) Les besoins de trésorerie minimaux pour chaque catégorie peuvent être calculés en multipliant le total de l'actif ajusté en fonction des risques par 8 %.

(5) En ce qui concerne le risque de crédit, nous utilisons l'approche NI avancée pour la plupart de nos portefeuilles, et l'approche standardisée pour les autres portefeuilles. Pour plus de détails, se reporter aux pages 82 et 83 de la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2007.

(6) Le montant des titres disponibles à la vente détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire, qui ont fait l'objet de droits acquis en vertu de l'accord de Bâle II, et qui sont par conséquent assujettis à un coefficient de pondération des risques de 100 % jusqu'à la fin de 2017, s'est élevé à 1 260 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008.

(7) Le facteur scalaire représente le calibrage de 6 % prévu par le BSIF conformément au cadre de l'accord de Bâle II et il est appliqué aux montants de l'actif ajusté en fonction des risques pour le risque de crédit évalué selon l'approche NI avancée.

(8) Pour le calcul du risque de marché, nous utilisons une approche des modèles internes approuvée par les autorités de réglementation et une approche standardisée pour des produits qui doit être approuvée. Pour plus de détails, se reporter aux pages 92 et 93 de la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2007.

(9) En ce qui concerne le risque opérationnel, nous utilisons l'approche standardisée. Pour plus de détails, se reporter aux pages 82 et 83 de la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2007.

(10) Ajustement transitoire tel qu'il est prescrit à la section 1.7 de la Ligne directrice sur les exigences d'adéquation du capital publiée par le BSIF.

s.o. sans objet

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

L'actif ajusté en fonction des risques a reculé de 1 milliard de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'adoption de l'approche NI avancée prévue par l'accord de Bâle II pour le risque de crédit, en grande partie en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts de détail. Ce résultat a été neutralisé en partie par la nouvelle charge réglementaire liée au risque opérationnel, ainsi que par la hausse des soldes des actifs.

En vertu de l'accord de Bâle I, l'actif ajusté en fonction des risques se chiffant à 260 milliards de dollars a augmenté de 17,7 milliards par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à la croissance des activités.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

L'actif ajusté en fonction des risques a reculé de 6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'adoption de l'approche NI avancée prévue par l'accord de Bâle II pour le risque de crédit, en grande partie en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts de détail. Ce recul a été neutralisé en partie par la nouvelle charge réglementaire liée au risque opérationnel, par l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques pour le risque de marché, qui reflète l'accroissement des activités de négociation et la volatilité accrue des marchés, ainsi que par la hausse des soldes des actifs.

En vertu de l'accord de Bâle I, l'actif ajusté en fonction des risques se chiffant à 260 milliards de dollars a augmenté de 12,3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des activités et de l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en dollars américains.

Actif ajusté en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle I

Le tableau suivant illustre le calcul historique de l'actif ajusté en fonction des risques au 31 octobre 2007 et au 31 janvier 2007, conformément à l'accord de Bâle I.

	Au					
	31 octobre 2007			31 janvier 2007		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques
Actif au bilan						
Liquidités et dépôts à des banques	16 107 \$	18 %	2 852 \$	12 150 \$	15 %	1 839 \$
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE (3)	16 858	–	52	19 975	–	35
Autres	161 591	6 %	9 495	176 718	6 %	10 191
Prêts hypothécaires résidentiels (4)						
Assurés	27 994	1 %	355	29 510	1 %	346
Ordinaires	81 713	40 %	32 885	68 984	42 %	28 798
Autres prêts et acceptations (4)						
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE (3)	32 577	17 %	5 651	19 462	16 %	3 017
Autres	171 422	69 %	118 723	177 917	65 %	115 764
Autres actifs	92 100	11 %	10 487	66 730	16 %	10 356
	<u>600 362 \$</u>		<u>180 500 \$</u>	<u>571 446 \$</u>		<u>170 346 \$</u>
	Équivalent crédit (5)			Équivalent crédit (5)		
Instruments financiers hors bilan						
Instruments de crédit						
Garanties et lettres de garantie	19 758 \$	60 %	11 807 \$	21 034 \$	70 %	14 764 \$
Lettres de crédit documentaire	100	78 %	78	135	85 %	115
Prêts de titres (6)	36 187	3 %	962	45 534	8 %	3 468
Engagements de crédit	21 954	85 %	18 752	20 323	86 %	17 549
Facilités de liquidité	4 826	98 %	4 746	4 985	100 %	4 985
	<u>82 825 \$</u>		<u>36 345 \$</u>	<u>92 011 \$</u>		<u>40 881 \$</u>
Dérivés (7)	57 973	25 %	14 457	47 987	25 %	12 097
Total des instruments financiers hors bilan	<u>140 798 \$</u>		<u>50 802 \$</u>	<u>139 998 \$</u>		<u>52 978 \$</u>
Total du risque spécifique et général			<u>16 333 \$</u>			<u>18 966 \$</u>
Total de l'actif ajusté en fonction des risques			<u>247 635 \$</u>			<u>242 290 \$</u>

(1) Calculé selon les lignes directrices établies par le BSIF.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.

(4) Les montants sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur prêts.

(5) Montant du risque de crédit imputable à un instrument financier hors bilan, déterminé à partir de la valeur nominale du risque.

(6) En 2007, nous avons adopté un nouveau système d'évaluation des risques qui permet une meilleure détermination de ces soldes, ce qui a donné lieu à une diminution du solde ajusté en fonction des risques.

(7) Exclut les montants liés aux dérivés de crédit autres que de négociation qui sont traités à titre de garantie du capital aux fins du risque de crédit.

Capital réglementaire et ratios de capital

L'adoption de l'accord de Bâle II a entraîné des changements dans les composantes du capital réglementaire admissible. Les principaux changements sont les suivants :

- La provision générale pour pertes sur créances liée aux portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche standardisée peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie, jusqu'à concurrence de 1,25 % de l'actif ajusté en fonction des risques de ces portefeuilles. Dans le cas des portefeuilles pour lesquels nous appliquons l'approche NI avancée, le traitement varie selon que les provisions générales sont supérieures ou inférieures aux pertes prévues. Si ces provisions sont supérieures aux pertes prévues, l'écart est inclus dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,6 % de l'actif ajusté en fonction des risques des portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche NI

avancée. Si les provisions générales sont inférieures aux pertes prévues, une moitié de l'écart est déduite du capital de première catégorie et l'autre moitié est déduite du capital de deuxième catégorie. En vertu de l'accord de Bâle I, les provisions générales étaient incluses dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % du total de l'actif ajusté en fonction des risques.

- Les augmentations des capitaux relatives aux activités de titrisation, notamment les gains à la vente, sont portées en déduction du capital de première catégorie. Pour les autres déductions relatives aux activités de titrisation, 50 % des déductions s'appliquent au capital de première catégorie, et 50 %, au capital de deuxième catégorie. Auparavant, ces déductions s'appliquaient au capital total.

Le tableau suivant illustre les composantes du capital réglementaire ainsi que nos ratios de capital réglementaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		Accord de Bâle I	
	Au			
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007	
Capital de première catégorie (1)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	23 058 \$	22 272 \$	21 802 \$	
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 344	2 344	1 895	
Instruments de capital de type innovateur	3 500	3 494	3 339	
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	27	25	30	
Écart d'acquisition (3)	(4 897)	(4 752)	(4 803)	
Intérêts de groupe financier (4)	(8)			
Déductions relatives à la titrisation (5)	(224)			
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(235)			
Autres	(1)			
Total du capital de première catégorie	23 564 \$	23 383 \$	22 263 \$	
Capital de deuxième catégorie (1)				
Débtentures subordonnées permanentes	789 \$	779 \$	813 \$	
Débtentures subordonnées non permanentes (6)	5 094	5 473	6 046	
Instruments de capital de type innovateur (excédent en sus du ratio de capital de première catégorie de 15 %)	–	–	146	
Billets secondaires de fiducie	1 027	1 027	–	
Provision générale	377	1 221	1 253	
Gain net cumulatif non réalisé sur les titres disponibles à la vente (7)	–	105	135	
Intérêts de groupe financier (4)	(376)			
Placements dans des filiales d'assurance	(2 922)			
Déductions relatives à la titrisation (8)	(204)			
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(236)			
Total du capital de deuxième catégorie	3 549 \$	8 605 \$	8 393 \$	
Intérêts de groupe financier	–	(309)	(492)	
Placements dans des filiales d'assurance	–	(2 912)	(2 930)	
Protection de premier niveau contre les pertes	–	(196)	(199)	
Capital total (1)	27 113 \$	28 571 \$	27 035 \$	
Ratios de capital				
Capital de première catégorie	9,8 %	9,4 %	9,2 %	
Capital total	11,2 %	11,5 %	11,2 %	

(1) Tel qu'il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

(2) Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite d'actions privilégiées de 2 050 millions de dollars et compte tenu d'autres éléments totalisant 83 millions non inclus dans le capital réglementaire.

(3) La déduction de l'écart d'acquisition en vertu de l'accord de Bâle II reflète le total de l'écart d'acquisition consolidé. La déduction de l'écart d'acquisition en vertu de l'accord de Bâle I reflète l'écart d'acquisition consolidé, déduction faite de l'écart d'acquisition lié au portefeuille d'assurances.

(4) En vertu de l'accord de Bâle II, une tranche de 50 % des déductions au titre des intérêts de groupe financier sont incluses dans le capital de première catégorie, et l'autre tranche, dans le capital de deuxième catégorie. Une provision transitoire sera constatée jusqu'au 31 octobre 2008, de manière à déduire intégralement du capital de deuxième catégorie les intérêts de groupe financier détenus avant le 31 décembre 2006. En vertu de l'accord de Bâle I, les intérêts de groupe financier étaient déduits du capital total.

(5) Les déductions relatives à la titrisation appliquées au capital de première catégorie se composent de droits du vendeur dans les prêts hypothécaires résidentiels de 88 millions de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 24 millions, ainsi que de prêts titrisés acquis à titre d'investisseur de 112 millions.

(6) Les débtentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur après amortissement.

(7) Tel qu'il est prescrit par le BSIF, certaines composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu sont pris en compte pour déterminer le capital réglementaire. Le montant net cumulatif de l'écart de conversion est compris dans le capital de première catégorie. Le montant net non réalisé des pertes à la juste valeur sur les titres disponibles à la vente est déduit aux fins du calcul du capital de première catégorie, tandis que le montant net non réalisé des gains à la juste valeur est pris en compte dans le capital de deuxième catégorie A.

(8) Les déductions relatives à la titrisation appliquées au capital de deuxième catégorie se composent de droits du vendeur dans les prêts hypothécaires résidentiels de 88 millions de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 4 millions, ainsi que de prêts titrisés acquis à titre d'investisseur de 112 millions.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Au 31 janvier 2008, le ratio du capital de première catégorie était de 9,8 %, et le ratio du capital total, de 11,2 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 60 points de base par rapport à l'an dernier. L'augmentation tient principalement à la diminution de l'actif ajusté en fonction des risques, au montant élevé des capitaux autogénérés à même le bénéfice, et à l'émission de 450 millions de dollars d'actions privilégiées.

Le ratio du capital total est demeuré inchangé comparativement à l'an dernier. La diminution de l'actif ajusté en fonction des risques et l'émission de 1 milliard de dollars de billets secondaires de fiducie ont été largement neutralisés par le remboursement net d'une tranche de 913 millions de créances subordonnées.

En vertu de l'accord de Bâle I, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total se sont établis à 9,2 % et à 11,0 %, respectivement. Le ratio du capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, et le ratio du capital total a diminué de 20 points de base, en raison principalement de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques, résultat neutralisé en partie par la croissance de notre bénéfice.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 40 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution de l'actif ajusté en fonction des risques et des capitaux autogénérés à même le bénéfice.

Le ratio du capital total a reculé de 30 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du remboursement d'une tranche de 500 millions de dollars de débtentures subordonnées et de la modification apportée au traitement de la provision générale en vertu de l'accord de Bâle II.

En vertu de l'accord de Bâle I, le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,2 %, en baisse de 20 points de base par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la croissance des activités et qui a été neutralisé en partie par les capitaux autogénérés. Le ratio du capital total s'est établi à 11,0 %, en baisse de 50 points de base, en raison surtout de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et du remboursement d'une tranche de 500 millions de dollars de créances subordonnées.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le
	31 janvier 2008
Dividendes	
Actions ordinaires	638 \$
Actions privilégiées	24
Actions ordinaires émises (1)	32
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	55
Rachat et remboursement par anticipation de débetures	500

(1) Correspondent aux montants en espèces reçus à l'égard des options sur actions exercées au cours du trimestre.

Premier trimestre de 2008*Capital de première catégorie*

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une durée de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, un nombre maximal de 20 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires au coût de 55 millions de dollars en vertu de cette offre.

Capital de deuxième catégorie

Le 22 janvier 2008, nous avons remboursé au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de débetures subordonnées en circulation échéant le 22 janvier 2013, plus les intérêts courus.

Pour obtenir plus de détails sur nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Il est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction des risques évalués pour chacun de ces secteurs.

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Risque de crédit	7 400 \$	7 100 \$	6 550 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	1 300	2 550	2 650
Risque opérationnel	2 750	2 600	2 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 050	2 000	2 000
Risque d'assurance	150	150	150
Capital-risque	13 650 \$	14 400 \$	14 100 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 450	5 450	5 400
Capital économique	19 100 \$	19 850 \$	19 500 \$
Capital non attribué (1)	3 650	2 600	1 950
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	22 750 \$	22 450 \$	21 450 \$

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007

Le capital économique a diminué de 0,4 milliard de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la réduction du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) découlant des modifications apportées aux méthodes de calcul du capital lié au risque de taux d'intérêt reflétant les changements dans l'évaluation du rendement total et les compensations entre nos services d'assurance et nos services bancaires. Cette diminution a été neutralisée en partie par une hausse du capital lié au risque de crédit découlant des modifications apportées aux méthodes de calcul et de la croissance des activités.

Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au		
	31 janvier 2008		Dividende par action déclaré
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
Total des actions privilégiées de premier rang		2 350 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 276 635	7 328 \$	0,50 \$
Actions autodétenues – privilégiées	(290)	(6)	
Actions autodétenues – ordinaires	(2 622)	(119)	
Options sur actions			
Octroyées	27 086		
Pouvant être levées	22 368		

(1) Au 31 janvier 2008, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 6 453 000. Au 31 janvier 2008, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles. Les autres actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

Au 22 février 2008, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 293 176 000 et à 26 914 000, respectivement. Au 22 février 2008, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 101 000 et à 2 343 000, respectivement.

Pour plus de détails, se reporter à la page 75 de notre rapport annuel 2007.

Premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le capital économique a reculé de 0,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) découlant des modifications apportées aux méthodes de calcul du capital lié au risque de taux d'intérêt. Ce recul a été neutralisé en partie par l'augmentation du capital lié au risque de crédit découlant des modifications apportées aux méthodes de calcul du capital lié au risque opérationnel, qui tient à la croissance des activités.

Capital affecté aux filiales

La gestion du capital consolidé constitue un objectif clé, car le montant du capital affecté à nos filiales a augmenté. Pour plus de renseignements sur notre cadre de gestion du capital affecté aux filiales, se reporter à la page 76 de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant illustre le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de notre principale filiale bancaire, RBC Centura Bank.

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

	Au		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
RBC Centura Bank (1), (2)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	10,7 %	11,1 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	12,8 %	13,0 %	12,5 %

- (1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le U.S. Federal Reserve Board et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.
- (2) Étant donné que l'exercice de RBC Centura Bank s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios trimestriels illustrés sont présentés au 31 décembre 2007, au 30 septembre 2007 et au 31 décembre 2006, respectivement.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 77 à 80 de notre rapport annuel 2007.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'entremise de certains instruments financiers.

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 2,6 milliards de dollars. Une tranche de 1,2 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la

tranche résiduelle de 1,4 milliard a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 0,2 milliard de dollars. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 31 janvier 2008, nous disposons de facilités de garantie de liquidités d'un montant de 40 milliards de dollars relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, dont une tranche correspondant à 96 % était engagée auprès de fonds multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements sur les garanties dont il est fait mention ci-dessus et pour une description de nos obligations au titre de certaines ententes d'indemnisation.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2007. De plus amples informations sont présentées à la note 29 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2007.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)			
(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 187 \$	4 226 \$	3 878 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 664	11 881	7 637
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	151 230	148 246	169 030
Titres disponibles à la vente	33 118	30 009	27 821
	184 348	178 255	196 851
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	76 419	64 313	67 744
Prêts			
Prêts de détail	174 779	169 462	154 333
Prêts de gros	72 430	69 967	65 385
	247 209	239 429	219 718
Provision pour pertes sur prêts	(1 591)	(1 493)	(1 455)
	245 618	237 936	218 263
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 700	11 786	10 011
Dérivés	73 345	66 585	42 226
Locaux et matériel, montant net	2 277	2 131	1 917
Écart d'acquisition	4 897	4 752	4 932
Autres actifs incorporels	625	628	699
Autres actifs	15 681	17 853	17 457
	108 525	103 735	77 242
	632 761 \$	600 346 \$	571 615 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	121 351 \$	116 557 \$	117 867 \$
Entreprises et gouvernements	229 598	219 886	198 796
Banques	43 467	28 762	48 943
	394 416	365 205	365 606
Autres			
Acceptations	11 700	11 786	10 011
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 312	44 689	46 361
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	40 522	37 033	41 117
Dérivés	74 127	72 010	43 971
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 558	7 283	7 948
Autres passifs	26 013	28 483	22 853
	204 232	201 284	172 261
Débitures subordonnées	5 865	6 235	6 807
Titres de fiducie de capital	1 400	1 400	1 385
Passifs liés aux actions privilégiées	300	300	299
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 523	1 483	1 799
Capitaux propres			
Actions privilégiées	2 050	2 050	1 600
Actions ordinaires (émises – 1 276 634 851, 1 276 260 033 et 1 275 949 848)	7 328	7 300	7 216
Surplus d'apport	267	235	255
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 290 100, 248 800 et 141 300)	(6)	(6)	(3)
– ordinaires (détenues – 2 622 469, 2 444 320 et 3 108 319)	(119)	(101)	(114)
Bénéfices non répartis	18 698	18 167	16 264
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 193)	(3 206)	(1 760)
	25 025	24 439	23 458
	632 761 \$	600 346 \$	571 615 \$

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Revenu d'intérêt			
Prêts	3 930 \$	3 895 \$	3 530 \$
Valeurs mobilières	1 810	1 891	1 861
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	934	887	875
Dépôts à des banques	150	141	161
	6 824	6 814	6 427
Frais d'intérêt			
Dépôts	3 492	3 568	3 306
Autres passifs	1 077	1 130	1 184
Débitures subordonnées	81	85	87
	4 650	4 783	4 577
Revenu net d'intérêt	2 174	2 031	1 850
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	841	887	820
Commissions de gestion de placements et de services de garde	433	412	370
Revenus tirés des fonds communs de placement	375	373	354
Revenus tirés des activités de négociation	366	134	803
Commissions de courtage en valeurs mobilières	333	324	323
Frais bancaires	324	330	318
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	216	301	288
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	166	139	122
Revenus sur cartes	159	43	149
Commissions de crédit	108	74	60
Revenus tirés de la titrisation	66	39	91
(Perte nette) gain net à la vente de titres disponibles à la vente	(20)	(24)	48
Autres	106	552	102
	3 473	3 584	3 848
Total des revenus	5 647	5 615	5 698
Dotation à la provision pour pertes sur créances	293	263	162
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	516
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 992	1 839	2 007
Matériel	268	267	244
Frais d'occupation	214	226	198
Communications	161	203	156
Honoraires	134	157	120
Impartition de services de traitement	77	75	74
Amortissement des autres actifs incorporels	22	24	22
Autres	252	302	246
	3 120	3 093	3 067
Bénéfice avant impôts	1 618	1 622	1 953
Charge d'impôts	343	255	435
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 275	1 367	1 518
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	30	43	24
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(24)	(24)	(16)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 221 \$	1 300 \$	1 478 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 273 862	1 273 005	1 274 354
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,96 \$	1,02 \$	1,16 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 286 595	1 287 442	1 293 085
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,95 \$	1,01 \$	1,14 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,40 \$

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Résultat étendu			
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	10	48	26
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	10	10	13
	20	58	39
Gains (pertes) de change non réalisés	1 010	(2 107)	879
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	–	(1)	(40)
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(696)	1 370	(623)
	314	(738)	216
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(323)	(110)	17
Reclassement aux résultats de pertes liées aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	2	3	17
	(321)	(107)	34
Autres éléments du résultat étendu	13	(787)	289
Total du résultat étendu	1 258 \$	537 \$	1 783 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier		
	2008	31 octobre 2007	2007
Actions privilégiées			
Solde au début	2 050 \$	2 050 \$	1 050 \$
Émises	–	–	700
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(150)
Solde à la fin	2 050	2 050	1 600
Actions ordinaires			
Solde au début	7 300	7 283	7 196
Émises	34	18	63
Achetées aux fins d'annulation	(6)	(1)	(43)
Solde à la fin	7 328	7 300	7 216
Surplus d'apport			
Solde au début	235	235	292
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(2)	(1)	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	27	2	(39)
Autres	7	(1)	4
Solde à la fin	267	235	255
Actions autodétenues – actions privilégiées			
Solde au début	(6)	(3)	(2)
Ventes	4	1	2
Achats	(4)	(4)	(3)
Solde à la fin	(6)	(6)	(3)
Actions autodétenues – actions ordinaires			
Solde au début	(101)	(116)	(180)
Ventes	7	42	102
Achats	(25)	(27)	(36)
Solde à la fin	(119)	(101)	(114)
Bénéfices non répartis			
Solde au début	18 167	17 517	15 771
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	–	–	(86)
Bénéfice net	1 245	1 324	1 494
Dividendes sur actions privilégiées	(24)	(24)	(16)
Dividendes sur actions ordinaires	(638)	(637)	(511)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(49)	(14)	(371)
Frais d'émission et autres	(3)	1	(17)
Solde à la fin	18 698	18 167	16 264
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(45)	(65)	39
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 893)	(3 207)	(1 788)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(210)	111	34
Solde à la fin	(3 193)	(3 206)	(1 760)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	15 505	14 961	14 504
Capitaux propres à la fin	25 025 \$	24 439 \$	23 458 \$

(1) L'ajustement transitoire découle de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2007.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	293	263	162
Amortissement	121	117	102
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(5)	(7)	(17)
Impôts futurs	(183)	59	(161)
Amortissement des autres actifs incorporels	22	24	22
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(4)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(22)	2	(37)
Perte (gain) à la vente de titres disponibles à la vente	20	24	(48)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	275	(251)	611
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	99	(65)	3
Impôts exigibles	(1 535)	662	(41)
Actifs dérivés	(6 760)	(12 306)	(4 497)
Passifs dérivés	2 117	13 882	1 877
Titres du compte de négociation	(2 984)	15 661	(11 181)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 416	(48)	(1 684)
Autres	(434)	230	(122)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(6 319)	19 567	(13 521)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 783)	(1 722)	2 865
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(10 579)	(10 496)	(11 136)
Produit de la titrisation de prêts	1 405	1 667	1 753
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	463	518	2 301
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	4 926	5 283	3 841
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(7 135)	(7 354)	(5 595)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(267)	(194)	(195)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(12 106)	12 870	(8 366)
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(9)	–	(573)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(25 085)	572	(15 105)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	29 211	(11 120)	20 459
Remboursement de débentures subordonnées	(500)	–	(489)
Émission d'actions privilégiées	–	–	700
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	–	–	(150)
Frais d'émission	–	–	(17)
Émission d'actions ordinaires	32	16	57
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(55)	(15)	(414)
Actions autodétenues – ventes	11	43	104
Actions autodétenues – achats	(29)	(31)	(39)
Dividendes versés	(661)	(613)	(530)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(30)	3	(31)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	3 489	(2 809)	14
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(377)	(6 468)	8 109
Variation des emprunts à court terme des filiales	161	258	228
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	31 252	(20 736)	28 001
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	113	(268)	102
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(39)	(865)	(523)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 226	5 091	4 401
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 187 \$	4 226 \$	3 878 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	4 891 \$	4 714 \$	4 839 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	1 504 \$	189 \$	293 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2007 figurant aux pages 117 à 176 du rapport annuel 2007. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables

Principales modifications comptables

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes d'information et de présentation publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation*.

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir à l'égard des éléments suivants : i) les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité; ii) les données quantitatives sur les

éléments que l'entité considère comme du capital; iii) le fait que l'entité se soit conformée aux exigences en matière de capital ou non et iv) si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette non-conformité.

Les chapitres 3862 et 3863 ont remplacé le chapitre 3861 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces chapitres modifient et augmentent les exigences en matière d'informations à fournir et reprennent les exigences en matière de présentation. Ces deux nouveaux chapitres accordent une importance accrue aux informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie contre laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument, sous réserve des ajustements relatifs à la liquidité dont il est fait mention plus bas. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables que nous ajustons afin de refléter l'incertitude et de nous assurer que les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. Selon nos estimations, nous sommes d'avis que le recours à des hypothèses de rechange possibles pour évaluer ces instruments financiers à la juste valeur ne se traduirait pas par des justes valeurs considérablement différentes.

Lorsque les cours du marché de certains instruments financiers ne peuvent être observés en raison de l'insuffisance du volume des opérations ou de l'absence d'opérations récentes au sein d'un marché moins actif ou inactif, les ajustements relatifs à la liquidité sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur de ces instruments. Des ajustements relatifs à la liquidité sont également calculés afin de refléter le coût associé au dénouement des positions présentant des risques liés à la taille du marché plus importantes que la normale.

Toutes nos opérations sur dérivés sont comptabilisées à la juste valeur. Nous comptabilisons des ajustements de l'évaluation qui correspondent à la juste valeur du risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin d'établir la juste valeur de ceux-ci. Ces ajustements tiennent compte de la capacité financière de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des opérations ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les accords généraux de compensation et les conventions accessoires. Nous recalculons régulièrement les ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard de tous nos portefeuilles de dérivés. Des changements des ajustements de l'évaluation du crédit sont comptabilisés dans le résultat de la période considérée.

Un gain net de 4 millions de dollars, correspondant à un ajustement des justes valeurs estimatives établies à l'aide de techniques d'évaluation reposant sur des paramètres d'entrée qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables, a été constaté dans le résultat net du trimestre terminé le 31 janvier 2008.

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers sont comptabilisés au résultat net uniquement si la juste valeur de l'instrument i) est attestée par les cours du marché sur un marché actif ou par comparaison avec d'autres transactions actuellement observables sur le marché et portant sur un instrument essentiellement identique, ou ii) est fondée sur une technique d'évaluation reposant sur des données de marché observables, ou iii) lorsque les risques liés au contrat dérivé sont entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers. Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Pour les instruments financiers dont la juste valeur n'est pas attestée par les critères ci-dessus ou pour lesquels les risques liés au contrat initial ne sont pas entièrement transférés à un tiers, le gain ou la perte non réalisé au moment de la comptabilisation initiale est reporté. Le gain ou la perte reporté est comptabilisé lorsque i) des données de marché observables peuvent être obtenues et attester la juste valeur de la transaction ou ii) les risques liés au contrat initial sont entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers ou iii) le gain ou la perte est réalisé au moyen d'un encaissement ou d'un paiement en espèces ou iv) la transaction se conclut avant son échéance ou à l'échéance.

Nous disposons de politiques internes documentées qui détaillent nos processus d'évaluation de la juste valeur, y compris les méthodes utilisées pour déterminer les ajustements de l'évaluation. Ces méthodes sont appliquées de façon uniforme et font périodiquement l'objet d'un examen par la Gestion des risques du Groupe.

Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains et des pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008.

Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net au 1 ^{er} novembre 2007	186 \$
Ajouter : Pertes non réalisées reportées survenues au cours de la période	(2)
Déduire : Gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	4
Gains non réalisés reportés au 31 janvier 2008	180 \$

Les gains et les pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation, des dérivés de crédit structurés, des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés liés à des produits d'assurance et de retraite.

Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007 :

	Au 31 janvier 2008						
	Valeur comptable et juste valeur						
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction (1)	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (2)	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres du compte de négociation	131 498 \$	19 732 \$	– \$	– \$	– \$	151 230 \$	151 230 \$
Titres disponibles à la vente (3)	–	–	31 833	–	1 285	33 118	33 118
Total des valeurs mobilières	131 498 \$	19 732 \$	31 833 \$	– \$	1 285 \$	184 348 \$	184 348 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	28 434 \$	– \$	47 985 \$	– \$	76 419 \$	76 419 \$
Prêts							
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	174 081 \$	– \$	174 081 \$	174 081 \$
Prêts de gros	–	3 668	–	67 869	–	71 537	71 537
Total des prêts	– \$	3 668 \$	– \$	241 950 \$	– \$	245 618 \$	245 618 \$
Autres							
Dérivés	73 345 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	73 345 \$	73 345 \$
Autres actifs	–	172	–	22 074	–	22 246	22 246
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	– \$	2 284 \$	– \$	119 067 \$	– \$	121 351 \$	121 351 \$
Entreprises et gouvernements	–	53 660	–	175 938	–	229 598	229 598
Banques	–	15 418	–	28 049	–	43 467	43 467
Total des dépôts	– \$	71 362 \$	– \$	323 054 \$	– \$	394 416 \$	394 416 \$
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 312 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	44 312 \$	44 312 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	25 108	–	15 414	–	40 522	40 522
Dérivés	74 127	–	–	–	–	74 127	74 127
Autres passifs	–	–	–	34 079	–	34 079	34 079
Déventures subordonnées	–	82	–	5 783	–	5 865	5 865
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 400	–	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	–	300	300

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(3) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

	Au 31 octobre 2007							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur			
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)			
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	129 408 \$	18 838 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 246 \$	148 246 \$	
Titres disponibles à la vente (2)	–	–	28 811	–	–	1 198	30 009	30 009	
Total des valeurs mobilières	129 408 \$	18 838 \$	28 811 \$	– \$	– \$	1 198 \$	178 255 \$	178 255 \$	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	25 522 \$	– \$	38 791 \$	38 791 \$	– \$	64 313 \$	64 313 \$	
Prêts									
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$	
Prêts de gros	–	3 235	–	65 919	65 910	–	69 154	69 145	
Total des prêts	– \$	3 235 \$	– \$	234 701 \$	234 285 \$	– \$	237 936 \$	237 520 \$	
Autres									
Dérivés	66 585 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	66 585 \$	66 585 \$	
Autres actifs	–	164	–	24 653	24 653	–	24 817	24 817	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	851 \$	– \$	115 706 \$	115 609 \$	– \$	116 557 \$	116 460 \$	
Entreprises et gouvernements	1 639	56 751	–	161 496	161 217	–	219 886	219 607	
Banques	–	5 668	–	23 094	23 095	–	28 762	28 763	
Total des dépôts	1 639 \$	63 270 \$	– \$	300 296 \$	299 921 \$	– \$	365 205 \$	364 830 \$	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 689 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	44 689 \$	44 689 \$	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	24 086	–	12 947	12 947	–	37 033	37 033	
Dérivés	72 010	–	–	–	–	–	72 010	72 010	
Autres passifs	–	–	–	36 232	36 262	–	36 232	36 262	
Débitures subordonnées	–	77	–	6 158	6 427	–	6 235	6 504	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 400	1 476	–	1 400	1 476	
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	300	–	300	300	

(1) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au 31 janvier 2008. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme

détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre i) la valeur de l'instrument au 31 janvier 2008 au moyen d'une courbe de rendement ajustée en fonction des variations du taux sans risque et ii) la valeur de l'instrument au début de la période.

	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou les instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2007	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 877 \$	3 877 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	28 434	28 434	–	–	–	–	–
Prêts – Prêts de gros	3 668	3 243	(56)	(74)	1 597	38	56
Total	35 979 \$	35 554 \$	(56) \$	(74) \$	1 597 \$	38 \$	56 \$

(1) Les variations cumulatives sont évaluées à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un trimestre, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début du

trimestre, la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants : d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète l'écart de taux de RBC et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de l'écart de taux de RBC. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

	Au 31 janvier 2008				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 348 \$	2 284 \$	(64)\$	(5)\$	(11)\$
Entreprises et gouvernements	53 722	53 660	(62)	(123)	(197)
Banques	15 428	15 418	(10)	–	(1)
Total des dépôts à terme	71 498 \$	71 362 \$	(136)\$	(128)\$	(209)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	25 110 \$	25 108 \$	(2)\$	– \$	– \$
Déventures subordonnées	94	82	(12)	(8)	(15)
Total	96 702 \$	96 552 \$	(150)\$	(136)\$	(224)\$

(1) Les variations cumulatives attribuables aux modifications de nos écarts de taux sont évaluées à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs au titre de nos dépôts à vue, à préavis et à terme. L'échéance « Moins de 1 an » comprend les dépôts remboursables à vue et les dépôts remboursables sur préavis. Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis

de retrait : ces dépôts sont principalement des comptes-chèques. Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

Dépôts

	Au	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Moins de 1 an	329 330 \$	308 708 \$
De 1 an à 2 ans	18 666	17 484
De 2 ans à 3 ans	18 024	15 290
De 3 ans à 4 ans	9 942	9 501
De 4 ans à 5 ans	11 315	8 552
Plus de 5 ans	7 139	5 670
	394 416 \$	365 205 \$

Note 3 : Pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente.

	Au					
	31 janvier 2008			31 octobre 2007		
	Coût après amortissement	Pertes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Pertes non réalisées	Juste valeur (1)
Créances du gouvernement américain						
États, municipalités et organismes	631 \$	32 \$	599 \$	1 151 \$	52 \$	1 099 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 096	81	2 015	2 714	51	2 663
Titres adossés à des actifs	923	59	864	1 421	67	1 354
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 037	99	1 938	2 742	101	2 641
Titres de participation	889	112	777	532	32	500
Titres de substitut de prêt	220	10	210	220	4	216
	6 796 \$	393 \$	6 403 \$	8 780 \$	307 \$	8 473 \$

(1) Les justes valeurs correspondantes de la période précédente présentées antérieurement ont été révisées; ces révisions n'ont aucune incidence sur notre bilan consolidé.

Les pertes non réalisées sur les titres adossés à des actifs, les titres adossés à des créances mobilières, les placements dans des titres d'emprunt de sociétés et les autres créances s'expliquent par les variations des taux d'intérêt et par l'élargissement des écarts de taux imputables aux récentes perturbations sur les marchés des capitaux, par l'affaiblissement du marché de l'habitation américain, par la baisse des cotes de crédit de certains titres sur le marché et par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cependant, étant donné que bon nombre de ces titres sont de première qualité et que nous avons la possibilité et l'intention de conserver ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur, ce qui pourrait survenir à l'échéance, nous croyons qu'il est probable que nous serons en mesure de recouvrer le montant de capital de ces titres conformément aux modalités contractuelles de ces placements. Par conséquent, au 31 janvier 2008, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire.

Les pertes non réalisées sur les titres de participation sont principalement imputables au recul du marché des actions, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage des sociétés bénéficiaires des investissements dans le cas de certains placements. Au 31 janvier 2008, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire et nous avons l'intention et la possibilité de les conserver pendant une période de temps raisonnable jusqu'au recouvrement de leur juste valeur.

À titre de sûreté pour les titres disponibles à la vente, nous détenons notamment des hypothèques et d'autres rehaussements de crédit, comme des garanties et des dérivés de crédit.

Pertes de valeur comptabilisées

Au cours du premier trimestre de 2008, un montant de 28 millions de dollars au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net.

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

Provision pour pertes sur prêts

	Au 31 janvier 2008						Au 31 octobre 2007
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements(1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels (2)	15 \$	(2)\$	– \$	3 \$	1 \$	17 \$	15 \$
Prêts aux particuliers	96	(112)	18	110	1	113	96
Prêts sur cartes de crédit	–	(78)	13	65	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (3)	9	(9)	2	9	(1)	10	9
	120 \$	(201)\$	33 \$	187 \$	1 \$	140 \$	120 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (2), (4)	231 \$	(49)\$	7 \$	94 \$	3 \$	286 \$	231 \$
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–	–	–	–
Provisions spécifiques	351 \$	(250)\$	40 \$	281 \$	4 \$	426 \$	351 \$
Provision générale (7)	1 221	–	–	12	11	1 244	1 221
Total de la provision pour pertes sur créances	1 572 \$	(250)\$	40 \$	293 \$	15 \$	1 670 \$	1 572 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (8)	(79)	–	–	–	–	(79)	(79)
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 493 \$	(250)\$	40 \$	293 \$	15 \$	1 591 \$	1 493 \$

(1) Représentent principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Les chiffres correspondants de la période précédente reflètent le reclassement, du portefeuille américain de prêts hypothécaires résidentiels de détail au portefeuille américain de prêts de gros du secteur immobilier et de secteurs connexes, d'un montant de 8 millions de dollars au titre de la provision pour pertes sur créances et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

(3) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(4) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(7) Comprend un montant de 79 millions de dollars (79 millions au 31 octobre 2007) lié aux engagements hors bilan et autres.

(8) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Le tableau ci-dessous présente les prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Le tableau exclut les prêts en souffrance depuis moins de 31 jours puisque nous mettons actuellement en œuvre un processus général de présentation d'information pour nos secteurs relativement à cette catégorie de prêts en souffrance, tenant compte des différents délais de grâce pouvant être accordés à une contrepartie aux fins de paiement, et durant lesquels le prêt n'est pas classé parmi les prêts en souffrance.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 janvier 2008		
	De 31 jours à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts de détail	1 239 \$	215 \$	1 454 \$
Prêts de gros	217	9	226
Total	1 456 \$	224 \$	1 680 \$

Prêts douteux (1)

	Au			
	31 janvier 2008		31 octobre 2007	
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels (2)	213 \$	(17)\$	196 \$	165 \$
Prêts aux particuliers	200	(113)	87	93
Prêts aux petites entreprises (3)	21	(10)	11	10
	434 \$	(140)\$	294 \$	268 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (2), (4)	1 060 \$	(286)\$	774 \$	521 \$
Prêts aux organismes souverains (5)	—	—	—	—
Prêts aux banques (6)	—	—	—	—
	1 060 \$	(286)\$	774 \$	521 \$
Total	1 494 \$	(426)\$	1 068 \$	789 \$

(1) Le solde moyen des prêts douteux bruts était de 1 317 millions de dollars (959 millions au 31 octobre 2007).

(2) Les chiffres correspondants de la période précédente reflètent le reclassement d'un montant de 22 millions de dollars (prêts douteux bruts de 30 millions, déduction faite des provisions spécifiques de 8 millions) du portefeuille américain de prêts hypothécaires résidentiels de détail au portefeuille américain de prêts de gros du secteur immobilier et de secteurs connexes.

(3) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(4) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

La garantie principale et les autres rehaussements de crédit que nous détenons à titre de sûreté pour les prêts comprennent i) des hypothèques sur des terrains et des immeubles résidentiels, ii) des droits de recours sur des actifs commerciaux, comme des locaux, des immeubles, du matériel, des stocks et des créances, iii) des droits de recours sur des biens immobiliers commerciaux que nous finançons, et iv) des droits de recours sur des liquidités, des garanties et des titres.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 13 millions de dollars (22 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007; 3 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007). La réduction connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à un montant nominal (montant nominal pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007 et pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le** (1)

	31 janvier 2008 (2)		31 octobre 2007 (2)		31 janvier 2007 (2)	
	Prêts hypothécaires commerciaux (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (4), (5)	Prêts hypothécaires commerciaux (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (4), (5)	Prêts hypothécaires commerciaux (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (4), (5)
Prêts titrisés et vendus	166 \$	1 250 \$	365 \$	1 333 \$	320 \$	1 438 \$
Produit net en espèces reçu	156	1 240	310	1 310	326	1 427
Titres adossés à des actifs acquis	9	—	47	—	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	—	33	—	29	—	42
Gain (perte) à la vente avant impôts	(1)	23	(8)	6	6	31

(1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(2) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(3) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 165 millions de dollars (357 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007), moins les fonds affectés à l'achat de billets de 9 millions (47 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). La valeur en capital des billets s'est chiffrée à 10 millions de dollars (48 millions au 31 octobre 2007). Nous n'avons acheté aucun billet dans le cadre de nos activités de titrisation au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des actifs et conservés au 31 janvier 2008 totalisaient 1 383 millions de dollars (2 168 millions au 31 octobre 2007; 956 millions au 31 janvier 2007). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(5) La totalité des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés sont assurés.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 31 janvier 2008.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	4,86	4,22
Taux de remboursement	28,00 %	13,39 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,80	1,05
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	4,07 %	4,34 %

(1) Tous les taux sont annualisés.

(2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux, car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.

s.o. : sans objet

Au cours du premier trimestre de 2007, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons vendu à des tiers investisseurs des participations d'un montant de 109 millions de dollars US (128 millions de dollars CA) dans des titres mezzanines hypothécaires commerciaux, pour leur montant en capital. Aucune participation n'a été vendue au cours du premier trimestre de 2008.

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 31 janvier 2008				Au 31 octobre 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture				Désignés comme des instruments de couverture			
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture
Actifs financiers								
Instruments financiers dérivés (1)	276 \$	574 \$	100 \$	72 395 \$	390 \$	268 \$	856 \$	65 071 \$
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés (1)	565 \$	116 \$	157 \$	73 289 \$	206 \$	166 \$	5 \$	71 633 \$
Instruments financiers non dérivés (2)	–	448	4 576	s.o.	–	472	4 307	s.o.

(1) Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

(2) Les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.
s.o. : sans objet

Activités de couverture

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008		
	Pertes nettes comprises dans les Revenus autres que d'intérêt	Pertes nettes comprises dans le Revenu net d'intérêt	(Pertes) gains non réalisés après impôts après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur			
Tranche inefficace	(1)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie			
Tranche inefficace	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(323)\$
Reclassées dans les résultats au cours du trimestre (1)	s.o.	(3)\$	s.o.
Couvertures de l'investissement net			
Gains de change	s.o.	s.o.	1 010
Pertes liées aux couvertures	s.o.	s.o.	(696)
	(8)\$	(3)\$	(9)\$

(1) Un montant correspondant après impôts de 2 millions de dollars a été reclassé du cumul des autres éléments du résultat étendu.
s.o. : sans objet

Des pertes de valeur de 164 millions de dollars relatives au risque de crédit de contrepartie lié aux actifs dérivés ont été comptabilisées au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008.

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au				Au
	31 janvier 2008				31 octobre 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1)	19 809 \$	26 231 \$	26 522 \$	72 562 \$	65 568 \$
Passifs dérivés (2)	20 826	30 372	22 151	73 349	71 422

(1) Excluant les dépôts de garantie obligatoires de 783 millions de dollars (1 017 millions au 31 octobre 2007).

(2) Excluant les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit de 778 millions de dollars (588 millions au 31 octobre 2007).

Note 7 : Acquisitions importantes**Services bancaires américains et internationaux**

En décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited. Cette coentreprise fournit certains services de financement et de conseils aux entreprises, de gestion de placements, de courtage en valeurs mobilières, d'agent comptable des registres et d'agent des transferts, ainsi que d'administration de régimes de retraite et de fonds communs de placement. Cette acquisition n'est relativement pas importante pour le secteur Services bancaires américains et internationaux.

Le 6 septembre 2007, RBC Centura Banks, Inc. a annoncé la conclusion d'une convention de fusion définitive en vertu de laquelle RBC Centura Banks, Inc. fera l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB), société mère de dix banques filiales et d'autres entreprises affiliées d'Alabama, de Floride et de Géorgie, dont le siège social est situé à Birmingham. Cette acquisition a été menée à terme le 22 février 2008.

Acquisition en cours**Services bancaires américains et internationaux**

Le 2 octobre 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec RBTT Financial Group (RBTT) visant le regroupement de nos activités bancaires de détail dans les Antilles avec celles de RBTT au moyen de l'acquisition de RBTT, au prix d'acquisition total de 13,8 milliards de dollars de Trinité-et-Tobago (2,2 milliards de dollars CA au 31 janvier 2008). RBTT est un groupe de services bancaires de détail et financiers des Antilles qui offre une gamme complète de services d'intermédiaire bancaires et financiers pour les clients de Trinité-et-Tobago et des Antilles. L'acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation des autorités de réglementation de Trinité-et-Tobago et du Canada et celle des actionnaires de RBTT. L'opération devrait être menée à terme d'ici au milieu de 2008.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Charge au titre des prestations constituées	86 \$	88 \$	91 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	28	21	27

Note 9 : Entités à détenteurs de droits variables**Obligations couvertes**

Nous avons lancé un programme mondial d'obligations couvertes totalisant 15 milliards d'euros (le programme) et constitué la société en commandite RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (le garant) afin de garantir les paiements de capital et d'intérêt en vertu de ce programme. Le garant est une entité à détenteurs de droits variables aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 du *Manuel de l'ICCA*, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (EDDV) (NOC-15). Nous avons consenti un prêt au garant afin qu'il achète auprès de nous des prêts hypothécaires et les titres connexes. Par ailleurs, nous agissons à titre de contrepartie au swap de taux d'intérêt avec le garant afin de couvrir son risque de taux d'intérêt. Nous consolidons le garant puisque nous sommes exposés à la majorité de la variabilité de ses actifs. Au 31 janvier 2008, des prêts hypothécaires de 17,4 milliards de dollars détenus par le garant étaient comptabilisés au poste Prêts de détail de notre bilan consolidé.

Billets à enchères

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons acheté des billets émis par des entités qui effectuent des placements dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires. Le capital des prêts aux étudiants et les intérêts courus s'y rapportant sont en grande partie garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. À titre d'agent de vente aux enchères pour ces entités, nous n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchère. Ces entités sont des EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs ou pour lesquelles nous sommes considérés comme le bénéficiaire principal. Au 31 janvier 2008, l'actif total de ces EDDV s'établissait à 8,6 milliards de dollars et nos placements dans leurs billets totalisaient 3,7 milliards.

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 22 janvier 2008, nous avons racheté la totalité des débentures subordonnées à 6,10 % échéant le 22 janvier 2013 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires à un coût moyen de 49,50 \$ l'action.

Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi que de l'amortissement des primes et des escomptes découlant des

titres acquis ou émis. Les revenus autres que d'intérêt comprennent un montant de 321 millions de dollars reflétant l'augmentation de la juste valeur de nos actifs financiers nets classés comme détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 (une diminution de 116 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007; une augmentation de 792 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007).

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Revenu net d'intérêt (charge)	95 \$	26 \$	(151) \$
Revenus autres que d'intérêt	366	134	803
Total	461 \$	160 \$	652 \$

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, des gains nets ou des pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont entraîné une augmentation de 144 millions de dollars (augmentation de 380 millions au 31 octobre 2007; diminution de 38 millions au 31 janvier 2007).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Les éléments suivants ont été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 :

- des honoraires nets de 777 millions de dollars, qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction;
- des honoraires nets de 1 333 millions de dollars provenant des activités de fiducie;
- des gains nets et des pertes nettes découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement.

Note 12 : Impôts sur les bénéfices – autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	9 \$	36 \$	18 \$
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	6	5	8
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(335)	701	(352)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	(156)	(58)	9
Reclassement aux résultats de pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	1	1	8
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(475)\$	685 \$	(309)\$

Note 13 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(24)	(24)	(16)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 221 \$	1 300 \$	1 478 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 273 862	1 273 005	1 274 354
Bénéfice de base par action	0,96 \$	1,02 \$	1,16 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 221 \$	1 300 \$	1 478 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 273 862	1 273 005	1 274 354
Options sur actions (1)	10 122	11 956	14 581
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 611	2 481	4 150
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 286 595	1 287 442	1 293 085
Bénéfice dilué par action	0,95 \$	1,01 \$	1,14 \$

(1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 2 964 950 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,25 \$ (un nombre moyen de 1 834 928 options en cours ayant un prix de levée moyen de 55,06 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007; un nombre moyen de 994 391 options en cours ayant un prix de levée de 54,99 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007), car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

Note 14 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 du *Manuel de l'ICCA*, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs

représente le risque de perte maximale en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au					
	31 janvier 2008		31 octobre 2007		31 janvier 2007	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1), (2)	76 576 \$	4 860 \$	70 242 \$	2 657 \$	48 802 \$	253 \$
Facilités de garantie de liquidités (3)	43 403	39	43 066	41	38 601	32
Produits à valeur stable (2)	19 285	–	17 369	–	19 570	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	17 499	64	16 661	57	16 632	57
Rehaussements de crédit	4 917	29	4 814	30	4 809	26
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	208	–	230	–	218	–

(1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Le 18 janvier 2008, un des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs a utilisé un montant de 1 079 millions de dollars US (1 083 millions de dollars CA) sur nos facilités de garantie de liquidités. Ces prêts sont compris dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.

(4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 janvier 2008, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 67 668 millions de dollars (63 462 millions au 31 octobre

2007; 46 944 millions au 31 janvier 2007); de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les valeurs comptables des actifs donnés en garantie de passifs sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Encaisse et montants à recevoir de banques	649 \$	305 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 402	3 443
Prêts	6 866	1 733
Valeurs mobilières	50 908	51 695
Biens achetés en vertu de conventions de revente	42 648	40 698
Autres actifs	1 326	1 132
	105 799 \$	99 006 \$

	Au	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 872 \$	1 981 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 743	1 772
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	36 411	34 881
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	47 592	48 479
Opérations sur produits dérivés	9 554	8 502
Obligations couvertes	5 231	–
Autres	3 396	3 391
	105 799 \$	99 006 \$

Biens affectés en garantie

Au 31 janvier 2008, la valeur de marché approximative des biens en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 128 milliards de dollars (122,4 milliards au 31 octobre 2007). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts et de prêts de titres et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 55,2 milliards de dollars (56,5 milliards au 31 octobre 2007) a été vendue ou affectée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert. Ces opérations sont conclues en vertu de modalités qui sont habituelles pour les activités de prêt et d'emprunt.

Litiges

Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause

afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites, le moment de leur règlement ou le risque auquel nous sommes exposés; cependant, au cours du quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou de 326 millions de dollars après impôts (276 millions de dollars US). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation

Bénéfice trimestriel

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Services bancaires américains et internationaux		
	T1/08	T4/07	T1/07	T1/08	T4/07	T1/07	T1/08	T4/07	T1/07
Revenu net d'intérêt	1 687 \$	1 642 \$	1 547 \$	112 \$	109 \$	108 \$	248 \$	239 \$	257 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 561	1 811	1 534	841	877	884	237	216	188
Total des revenus	3 248	3 453	3 081	953	986	992	485	455	445
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	214	212	182	–	1	–	71	72	10
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	616	637	516	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 331	1 359	1 275	688	731	702	378	363	348
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 087	1 245	1 108	265	254	290	36	20	87
Charge (économie) d'impôts	325	346	337	84	74	79	3	(3)	18
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	2	2	2
Bénéfice net (perte nette)	762 \$	899 \$	771 \$	181 \$	180 \$	211 \$	31 \$	21 \$	67 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	8	9	6	2	2	2	3	4	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	754 \$	890 \$	765 \$	179 \$	178 \$	209 \$	28 \$	17 \$	65 \$
Total de l'actif moyen (1)	237 400 \$	228 900 \$	212 300 \$	16 000 \$	17 400 \$	16 900 \$	40 200 \$	39 400 \$	37 500 \$

Bénéfice trimestriel

	Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux (2)			Total		
	T1/08	T4/07	T1/07	T1/08	T4/07	T1/07	T1/08	T4/07	T1/07
Revenu net d'intérêt	351 \$	256 \$	56 \$	(224) \$	(215) \$	(118) \$	2 174 \$	2 031 \$	1 850 \$
Revenus autres que d'intérêt	781	563	1 174	53	117	68	3 473	3 584	3 848
Total des revenus	1 132	819	1 230	(171)	(98)	(50)	5 647	5 615	5 698
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	28	(2)	(8)	(20)	(20)	(22)	293	263	162
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	616	637	516
Frais autres que d'intérêt	734	584	738	(11)	56	4	3 120	3 093	3 067
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	370	237	500	(140)	(134)	(32)	1 618	1 622	1 953
Charge (économie) d'impôts	53	26	96	(122)	(188)	(95)	343	255	435
Part des actionnaires sans contrôle	13	25	8	15	16	14	30	43	24
Bénéfice net (perte nette)	304 \$	186 \$	396 \$	(33) \$	38 \$	49 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 494 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	5	5	4	6	4	2	24	24	16
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	299 \$	181 \$	392 \$	(39) \$	34 \$	47 \$	1 221 \$	1 300 \$	1 478 \$
Total de l'actif moyen (1)	339 200 \$	319 400 \$	297 700 \$	(6 600) \$	(7 600) \$	(5 500) \$	626 200 \$	597 500 \$	558 900 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et le montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. L'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est chiffré à 132 millions de dollars (117 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007; 70 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007).

Notre cadre d'information de gestion est conçu de façon à nous permettre de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et refléter la manière dont le secteur d'exploitation est géré. Cette approche fait en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons amélioré les méthodes et les paramètres utilisés dans le calcul du capital économique. Cette révision a principalement donné lieu à une diminution du capital requis pour soutenir le risque de marché attribué à nos secteurs d'exploitation, et à une augmentation du capital requis pour soutenir le risque de crédit attribué à notre secteur Marchés des Capitaux. Cette révision n'a eu aucune incidence sur les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers

En raison des instruments financiers que nous détenons, nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché et au risque d'illiquidité et de financement. L'analyse qui suit donne une description de ces risques et explique comment nous gérons notre exposition à ceux-ci.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée.

Mesure du risque

Les risques de crédit auxquels nous sommes exposés touchent nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, et nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour chaque portefeuille. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme. Nous utilisons un système bidimensionnel en ce qui concerne les risques liés aux prêts de gros et de détail.

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt d'une manière précise et uniforme, selon deux dimensions : la cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur (CERE), qui reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur, et la perte en cas de défaillance, qui représente la portion du risque de perte auquel nous sommes exposés en cas de défaillance par un débiteur.

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous gérons les risques liés aux portefeuilles de prêts de détail collectivement, et chaque bloc regroupe les risques possédant des caractéristiques

homogènes. L'exposition au risque de crédit de chaque bloc est évaluée selon deux dimensions : la probabilité de défaillance, qui constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur auquel une CERE a été attribuée se produise sur un horizon de un an, et la perte en cas de défaillance.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation. Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation concernent les opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres, et des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Veillez vous reporter à la note 4 pour obtenir de l'information supplémentaire sur le rendement au chapitre de la qualité de crédit de nos prêts.

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)				
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	113 430 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	113 433 \$
Prêts aux particuliers	49 991	39 171	62	–	–	89 224
Prêts sur cartes de crédit	8 772	19 326	–	–	–	28 098
Prêts aux petites entreprises (6)	2 586	2 661	47	–	–	5 294
Prêts de détail	174 779	61 161	109	–	–	236 049
Prêts aux entreprises (7)						
Exploitations agricoles	5 479 \$	323 \$	24 \$	– \$	13 \$	5 839 \$
Industrie automobile	3 440	1 800	129	–	249	5 618
Biens de consommation	5 222	2 104	692	–	504	8 522
Énergie	7 680	7 778	2 326	1	1 260	19 045
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 395	5 811	3 865	74 312	7 711	96 094
Industrie forestière	1 450	508	111	8	30	2 107
Produits industriels	3 964	2 253	293	–	130	6 640
Mines et métaux	2 425	1 055	550	64	629	4 723
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 220	3 413	1 327	236	231	24 427
Technologie et médias	2 680	2 438	376	–	649	6 143
Transport et environnement	2 971	1 478	540	–	145	5 134
Autres	20 457	6 466	7 650	4 008	16 389	54 970
États souverains (8)	2 032	2 436	9 962	2 480	13 007	29 917
Banques (9)	2 715	3 756	53 961	100 275	24 388	185 095
Prêts de gros	84 130	41 619	81 806	181 384	65 335	454 274
Risque total	258 909 \$	102 780 \$	81 915 \$	181 384 \$	65 335 \$	690 323 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation. Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit à des fins autres que de négociation pour gérer notre portefeuille de crédit dans son ensemble. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons aussi des dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille.

Lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive pour nous, nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer la gestion du risque de crédit de contrepartie.

Le capital nominal des dérivés de crédit utilisés à des fins autres que de négociation est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un échange par les contreparties, et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés ni ne se rapporte à des actifs liés aux marchés américains des prêts à risque.

Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de transaction (capital nominal) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Portefeuille de crédit			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	403 \$	379 \$	474 \$
Énergie	668	957	346
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	842	1 161	558
Mines et métaux	517	591	100
Secteur immobilier et secteurs connexes	426	413	–
Technologie et médias	33	10	12
Transport et environnement	354	335	252
Autres	485	472	484
États souverains (2)	332	220	–
Banques (3)	710	731	314
Protection achetée, montant net	4 770 \$	5 269 \$	2 540 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	237	261	327
Protection achetée, montant brut	5 007 \$	5 530 \$	2 867 \$
Protection vendue, montant net (4)	199 \$	186 \$	292 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	237	261	327
Protection vendue, montant brut	436 \$	447 \$	619 \$
Protection achetée et vendue, montant brut	5 443 \$	5 977 \$	3 486 \$

(1) Comprend des swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 31 janvier 2008 concernait les postes Biens de consommation, 72 millions de dollars, et Autres, 127 millions (67 millions pour le poste Biens de consommation et 119 millions pour le poste Autres au 31 octobre 2007; 79 millions pour le poste Biens de consommation, 38 millions pour le poste Produits industriels, 12 millions pour le poste Technologie et médias, 8 millions pour le poste Énergie, 6 millions pour le poste Industrie automobile et 149 millions pour le poste Autres au 31 janvier 2007).

Objectifs, politiques et processus

Nos principes de gestion du risque de crédit se fondent sur nos principes généraux de gestion des risques. Les comités suivants participent au processus de gestion des risques de crédit : le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Comité de la politique de prêt, le Comité d'examen de la politique et le Comité de surveillance des montages financiers. Ensemble, ces comités approuvent les plafonds de risque de crédit, s'assurent que la direction a mis en œuvre les cadres, les politiques, les processus et les procédures nécessaires à la gestion du risque de crédit et que les politiques générales de gestion du risque de crédit sont observées au niveau des secteurs d'exploitation et des politiques de transactions.

Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit, compte tenu de divers contextes de gestion des transactions et des portefeuilles. Ces politiques se divisent en six catégories :

- L'évaluation du risque de crédit englobe les politiques liées à l'analyse du risque de crédit, la notation des risques, l'évaluation du crédit par cote et les risques de crédit commercial.
- L'atténuation du risque de crédit touche notamment les montages financiers, les biens donnés en garantie et les cautionnements.
- L'approbation du risque de crédit vise notamment les plafonds de risque de crédit et les dérogations à ces plafonds.
- La documentation du risque de crédit touche le processus de documentation et d'administration.
- L'examen du risque de crédit et la détérioration de ce risque visent notamment le processus de suivi et d'examen.
- La gestion des portefeuilles de crédit englobe la gestion des portefeuilles et la quantification des risques.

Nos politiques, processus et méthodes en matière de gestion du risque de crédit n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à celles décrites dans notre rapport annuel 2007.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements, et la composition de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue principalement un rôle dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation, selon la définitions du BSIF, se compose de positions de trésorerie et de positions sur

dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Le risque de marché lié aux activités de négociation comprend :

- Le risque de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque de change, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque sur actions, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats.
- Le risque lié aux cours des marchandises, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque d'écart de taux, qui représente l'incidence défavorable générale que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux liés aux instruments assujettis au risque de crédit que nous détenons.
- Le risque spécifique de crédit, qui représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des obligations ou des instruments du marché monétaire que nous détenons, ou des dérivés de crédit sous-jacents.

Mesure du risque

Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR), l'analyse de sensibilité et l'évaluation des facteurs de stress pour

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008				31 octobre 2007		31 janvier 2007	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre			Au 31 octobre	Pour le trimestre	Au 31 janvier	Pour le trimestre
		Haut	Moyenne	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	11 \$	28 \$	15 \$	9 \$	8 \$	10 \$	9 \$	9 \$
Change	3	5	2	1	4	3	1	1
Marchandises	2	2	2	1	2	1	1	1
Taux d'intérêt	20	24	21	17	20	19	16	16
Risque spécifique lié au crédit	6	7	5	4	3	4	2	2
Effet de diversification	(20)	n.s.	(21)	n.s.	(19)	(16)	(10)	(10)
VAR globale	22 \$	32 \$	24 \$	18 \$	18 \$	21 \$	19 \$	19 \$

n.s. : non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours du trimestre. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

Objectifs, politiques et processus

Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. La surveillance du risque de marché incombe au Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque de marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe. La Gestion des risques du Groupe établit les plafonds et les politiques liés au risque de marché, élabore les techniques quantitatives et les outils analytiques, étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, maintient les systèmes de VAR et d'évaluation des risques entraînant un stress, et prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Elle est également responsable de la surveillance indépendante des activités de négociation et s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration des plafonds opérationnels liés aux activités de négociation, de la conformité aux plafonds du risque de marché et du risque de crédit de contrepartie, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles

évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.

Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des taux de change, des cours des actions et des marchandises, et nous mettons en évidence l'avantage tiré de la diversification de notre portefeuille de négociation.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Par conséquent, les scénarios historiques pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de 10 jours aux fins de l'évaluation des risques suppose que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans les 10 prochains jours, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les capitaux au moyen de modèles internes, et les dérivés de crédit structurés, selon l'approche standardisée préconisée par le BSIF. Nous utilisons également cette dernière pour déterminer le risque (spécifique) découlant de changements dans le degré de solvabilité et le risque de défaillance liés à un nombre limité de produits de taux d'intérêt. Notre VAR globale ne tient pas compte de ces produits ni de ces risques.

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante. Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice. Pour des renseignements supplémentaires sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007.

Mesure du risque

Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de notre valeur économique aux fluctuations instantanées de points individuels sur la courbe de rendement.

Le tableau qui suit présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment

donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques.

Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008						31 octobre 2007		31 janvier 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économi- que des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économi- que des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises				
Incidence avant impôts d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(466)\$	(30)\$	(496)\$	47 \$	6 \$	53 \$	(440) \$	54 \$	(508)\$	83 \$
diminution des taux de 100 p.b.	401	(15)	386	(80)	(7)	(87)	309	(111)	377	(143)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Objectifs, politiques et processus

La Trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif-passif fournit des services de supervision à la Trésorerie générale; il examine la politique élaborée par la Trésorerie générale et présente ses recommandations au Comité des politiques en matière de risque et de révision, aux fins d'approbation. Un rapport d'entreprise sur le risque de taux d'intérêt est examiné chaque mois par le Comité actif-passif et chaque trimestre par le Comité de risque de prêt et par le Conseil d'administration.

Les politiques qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur une augmentation ou une diminution parallèle immédiate et soutenue de 100 p.b. sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les politiques et les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Nos politiques et processus en matière de gestion du risque de marché n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à celles décrites dans notre rapport annuel 2007.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer ou d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements.

Mesure du risque

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations, hypothèses et jugements de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au comportement de nos clients et de nos contreparties. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

- Le risque d'illiquidité structural, qui porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs, et plus précisément sur le risque lié à une trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme.
- Le risque d'illiquidité stratégique, qui se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, que nous gérons par l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes, ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, et des plafonds individuels sont attribués à chaque type d'activité de mise en gage.
- Le risque d'illiquidité éventuel, qui permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe.

Objectifs, politiques et processus

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons continuellement de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, y compris notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs donnés;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard, et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress. Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales.

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction.

- Le Comité de vérification approuve notre cadre de gestion des liquidités et du financement, notre cadre de mise en gage et le plan d'urgence relatif aux liquidités, et il établit des niveaux généraux de tolérance relativement au risque d'illiquidité. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis.
- La Trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre.
- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.
- Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités conformément aux politiques et pratiques établies en fonction de l'avis et des conseils de la Trésorerie générale, ainsi que des exigences réglementaires en vigueur.

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par les comités de la haute direction et par le Conseil d'administration. Ces politiques ayant un vaste champ d'application servent à déterminer les paramètres de tolérance aux risques, et elles habilitent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des mesures, des activités et des produits donnés. Ces politiques et ces procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information, et elles précisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale, qui se fondent sur un paramètre de « capital en espèces » et sur une évaluation de « l'horizon de survie », sont approuvés au moins une fois par année et font l'objet de contrôles réguliers. En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, tous les plafonds font l'objet d'un contrôle régulier afin d'assurer la conformité aux objectifs. Le traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses fait l'objet d'un examen périodique afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 janvier 2008					31 octobre 2007	31 janvier 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	18 640 \$	17 911 \$	13 730 \$	3 676 \$	53 957 \$	51 540 \$	45 030 \$
Obligations couvertes	—	—	2 984	1 866	4 850	—	—
Débitures subordonnées	—	125	—	5 740	5 865	6 235	6 807
	18 640 \$	18 036 \$	16 714 \$	11 282 \$	64 672 \$	57 775 \$	51 837 \$

(1) Le montant ne représente que le capital et exclut les intérêts courus.

Note 17 : Gestion du capital

Nous gérons et surveillons notre capital sous différents angles, notamment du point de vue du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories : le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents et se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, dont la plupart ne peuvent pas être converties en actions ordinaires, ainsi que du montant admissible des instruments de capital innovateurs. De plus, l'écart d'acquisition est porté en déduction du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débitures subordonnées, de billets secondaires de fiducie, du montant admissible des instruments de capital innovateurs qui ne peut pas être inclus dans le capital de première catégorie, et d'une tranche admissible du total de la provision générale pour pertes sur créances. Le capital total représente le total du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie, moins les déductions prescrites par le BSIF.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif

Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion des liquidités et du financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis le 31 octobre 2007.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 28 février 2008, lesquelles demeurent inchangées par rapport à celles du 29 novembre 2007.

	Au 28 février 2008 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques est déterminé au moyen de l'application des règles prescrites par le BSIF concernant les risques figurant au bilan et hors bilan et il comprend un montant au titre du risque de marché lié à nos portefeuilles de négociation.

Par ailleurs, le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, le BSIF a adopté de nouvelles lignes directrices basées sur l'accord de Bâle II datant de juin 2006, intitulé *Convergence internationale de la mesure et de normes de fonds propres – Dispositif révisé*, qui apporte quelques modifications à l'accord de Bâle I. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, le capital réglementaire de première catégorie et de deuxième catégorie et les ratios de capital ont été calculés conformément à l'accord de Bâle II, qui exige une application prospective, alors que les données des périodes précédentes ont été calculées selon l'accord de Bâle I. Étant donné les différences entre l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II, il est difficile d'effectuer une comparaison valable du capital et des ratios de la période considérée avec ceux des périodes précédentes; par conséquent, nous ne présentons pas les données correspondantes des périodes précédentes.

Capital réglementaire et ratios de capital

	Accord de Bâle II
	Au
	31 janvier 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Capital de première catégorie	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	23 058 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 344
Instruments de capital innovateurs	3 500
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	27
Écart d'acquisition	(4 897)
Intérêts de groupe financier	(8)
Déductions liées aux opérations de titrisation	(224)
Tranche de la perte prévue qui excède la provision – approche NI avancée	(235)
Autres	(1)
Total du capital de première catégorie	23 564 \$
Capital de deuxième catégorie	
Débiteures subordonnées permanentes	789 \$
Débiteures subordonnées non permanentes (2)	5 094
Billets secondaires de fiducie	1 027
Provision générale	377
Intérêts de groupe financier	(376)
Placement dans des filiales d'assurance	(2 922)
Déductions liées aux opérations de titrisation	(204)
Tranche de la perte prévue qui excède la provision – approche NI avancée	(236)
Total du capital de deuxième catégorie	3 549 \$
Capital total	27 113 \$
Ratios de capital	
Capital de première catégorie	9,8 %
Capital total	11,2 %

(1) Capitaux propres attribuables aux actionnaires, déduction faite d'actions privilégiées de 2 050 millions de dollars plus d'autres éléments non inclus dans le capital réglementaire totalisant 83 millions.

(2) Les débiteures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses à leur valeur après amortissement.

Note 18 : Événements postérieurs à la date du bilan**Acquisitions importantes**

Le 14 février 2008, nous avons annoncé la conclusion d'une convention de fusion ferme aux termes de laquelle RBC Dain Rauscher Inc. fera l'acquisition de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW), située à Washington D.C. L'acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles, dont l'approbation par les autorités de réglementation américaines et canadiennes et par les actionnaires de FBW. L'opération devrait être menée à terme d'ici le milieu de 2008.

Le 21 février 2008, nous avons annoncé la conclusion d'une convention de fusion ferme visant notre acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N), située à Vancouver. En vertu de la convention, les actionnaires de PH&N recevront 27 millions d'actions ordinaires de RBC, dont une partie sera reportée jusqu'à trois ans après la clôture. L'acquisition est assujettie à l'approbation des autorités de réglementation et à d'autres conditions de clôture habituelles, et devrait être menée à terme vers le 30 avril 2008.

Participation liée à Visa Inc.

Comme il est expliqué à la note 30 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007, nous avons échangé notre participation à titre de membre de l'Association Visa Canada contre des actions de Visa Inc., ce qui a donné lieu à un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) établi en fonction d'une évaluation indépendante de la valeur des actions de Visa Inc. que nous avons reçues. Le 25 février 2008, Visa Inc. a déposé un prospectus provisoire aux fins de son premier appel public à l'épargne auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis; il est prévu que le prix d'achat proposé des titres s'établira entre 37 \$US et 42 \$US. Environ la moitié des actions de Visa Inc. que nous détenons actuellement seront assujetties à un rachat obligatoire au moment du premier appel public à l'épargne. Compte tenu de la fourchette du prix d'achat proposé, nous pourrions subir une perte de l'ordre de 30 millions de dollars à 46 millions (perte approximative de 25 millions à 38 millions après impôts) relativement aux actions rachetées. Toute incidence sur la valeur de nos actions restantes sera évaluée en fonction de l'information disponible au moment du premier appel public à l'épargne.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :
computershare.com

Coagent des transferts (États-Unis)
Computershare
Trust Company, N.A.
350 Indiana Street, Suite 800
Golden, Colorado
États-Unis 80401
Téléphone : 1-800-962-4284

Coagent des transferts (Royaume-Uni)
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires :
Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont
inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en
capital, le prix de base par action
ordinaire au jour d'évaluation
(22 décembre 1971) s'établit à
7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté
pour refléter la division
d'actions à raison de deux actions
pour une à partir de mars 1981 et celle de
février 1990. Les dividendes en
actions de une action pour une,
versés en octobre 2000 et en avril
2006, n'ont eu aucune incidence
sur le prix du jour d'évaluation de
nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux transferts d'actions, aux
changements d'adresse, aux divi-
dendes, à la perte de certificats
d'actions, aux formulaires d'impôts
et aux transferts de succession,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être
adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de
consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électro-
nique de fonds, les actionnaires
du Canada et des États-Unis peu-
vent faire déposer directement
leurs dividendes; il leur suffit d'en
faire la demande par écrit à la
Société de fiducie Computershare
du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement
de dividendes constitue, pour nos
détenteurs d'actions ordinaires
inscrits résidant au Canada ou
aux États-Unis, un moyen de
réinvestir automatiquement leurs
dividendes en espèces à des fins
d'achat d'actions ordinaires
additionnelles de RBC.

Pour plus de renseignements au
sujet de la participation au régime
de réinvestissement de dividen-
des, veuillez communiquer avec
notre agent chargé de la gestion
du régime :

Société de fiducie Computershare
du Canada
Attn : Dividend Reinvestment
Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
514-982-7555
Télécopieur : 416-263-9394
ou 1-888-453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles disposi-
tions en matière de crédit d'impôt
pour dividendes contenues dans
la *Loi de l'impôt sur le revenu*
(Canada) et dans toute législation
fiscale provinciale ou territoriale
applicable, tous les dividendes
(ainsi que tous les dividendes
réputés) que nous versons à des
résidents du Canada sur nos
actions ordinaires et privilégiées
après le 31 décembre 2005 sont
désignés comme des « dividendes
admissibles ». À moins d'avis
contraire, tous les dividendes
(ainsi que tous les dividendes
réputés) versés après cette date
sont désignés comme des « divi-
dendes admissibles » aux fins de
la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités, par
l'intermédiaire de la Bourse de
Toronto. Durant la période de un
an commençant le 1^{er} novembre
2007, nous pourrions racheter
jusqu'à 20 millions de nos actions
ordinaires sur le marché libre, aux
cours du marché. Nous déterminé-
rons le montant de ces achats et
le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis
d'intention de déposer une offre
publique de rachat dans le cours
normal des activités peut être
obtenu sans frais en communi-
quant avec notre secrétaire, à
notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2008

Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	28 août
Quatrième trimestre	5 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2008

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, W, AA, AB, AC,	24 janvier	22 février
AD, AE, AF et AG	24 avril	23 mai
	24 juillet	22 août
	27 octobre	24 novembre

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia IS sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque – Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque – Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.